L'unité

N° 111 -3F L'hebdomadaire du Parti socialiste 17 au 23 Mai 1974

LE 19 MAI DE LA JOIE

Voici les heures décisives. Celles qui doivent permettre de gagner les voix qui assureront dimanche soir la victoire de François Mitterrand. En dépit de la campagne d'intoxication qui a été montée aussitôt après le grand débat télévisé de vendredi dernier, le candidat de la gauche et celui de la droite se partagent à peu près par moitié les suffrages de ceux qui savent comment ils vont voter. Restent les indécis, quelques centaines de milliers, un million peut-être, qui ne se détermineront qu'au dernier moment, en fonction d'un argument ou d'un autre qui, soudain, aura fait pencher la balance.

A travers tout ce qui a été dit et écrit tout au long de cette campagne, quelques idées simples se dégagent.

► François Mitterrand est le premier et le seul à avoir présenté dès le début un plan économique, social et financier cohérent et répondant aux nécessités de l'heure. Ce plan a été apprécié par les économistes les plus sérieux. Il vient même de recevoir la caution d'un éminent spécialiste américain, le professeur Leontieff. En face, Giscard d'Estaing a accumulé les promesses démagogiques, annonçant qu'il ferait demain tout ce qu'il a refusé hier et sans se préoccuper de savoir comment seraient financées les mesures qu'il propose.

► François Mitterrand a réuni autour de sa candidature — tous les sondages le confirment — la grande majorité des forces actives du pays, tous ceux qui vivent de leur travail et qui se sont reconnus dans le candidat de la gauche, dont la victoire est également souhaitée par bon nombre de chefs d'entreprise qui ont bien compris qu'en raison précisément de l'appui dont il dispose de la part du monde du travail, il est le mieux placé pour assurer la concorde sociale. En face, Giscard d'Estaing reste entouré de tous ceux qui détiennent jusqu'à ce jour le pouvoir économique, des monopoles et des grands possédants. Il est l'homme d'une caste, au service de cette caste.

► François Mitterrand reçoit l'appui massif des jeunes — et que serait-ce s'ils avaient le droit de vote à 19 ans comme Pierre Messmer s'y était engagé à Provins ! — alors que c'est chez les électrices et les électeurs de plus de 65 ans que Giscard d'Estaing trouve son plus fort pourcentage de suffrages. Voilà qui réduit à néant les accusations du candidat de la droite selon qui François Mitterrand serait l'homme du passé. La nouvelle génération, celle qui constitue l'avenir de notre pays, se retrouve avec Mitterrand et non derrière Giscard.

CLAUDE ESTIER

(suite en page 2)

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Sommaire

3 **LES SEPT DANS L'ARENE, PAR MICHELE BACKMANN.**

4 **SOUTIEN : AVEC FRANCOIS MITTERRAND.**

6 **LA BARBE A PAPA DU « SOCIAL », PAR JEAN-LOUP REVERIER.**
Les promesses électorales de Giscard sont comme la barbe à papa : tout est dans l'apparence trompeuse du volume...

7 **FICHE D'IDENTITE DE GISCARD D'ESTAING.**

8 **GISCARD L'IMPOSTEUR, PAR GUY PERRIMOND.**

9 **LES PROMESSES DE GISCARD, PAR PIERRE MENDES FRANCE.**

11 **CADRES : L'EMANCIPATION, ENFIN ? PAR ANTOINE VIOLET.**
« Il faut convaincre les cadres de participer à l'aventure de notre temps ; dont ils sont partie prenante ».

12 **MINISTRE DES FINANCES : UN PATRON DE CHOC, PAR CHRISTINE COTTIN.**
Pour les 150 000 agents des Finances, le candidat de la droite ment effrontément quand il fait dans le « social ». Ils connaissent trop bien leur patron.

14 **DE A JUSQU'A Z, PAR HENRI-FRANCOIS REY.**

16 **POLITIQUE ETRANGERE : LE CHAMPION DU SLALOM, PAR CLAUDE FUZIER.**
S'il était élu, Giscard pourrait faire n'importe quoi,ayant à peu près tout dit successivement et dans le désordre au cours de sa campagne.

19 **LIBERTES : DES JOURNALISTES INDIGNÉS, PAR JEAN-LOUP REVERIER.**

20 **L'EDIFIANTE HISTOIRE DE « SPECIAL-BANLIEUE », PAR NICOLAS BRIMO.**
Voici pour finir de démasquer les auteurs des feuilles anti-Mitterrand l'édifiante histoire de « Spécial-Banlieue ». Tout le petit monde précédemment dénoncé s'y trouve enfin réuni.

23 **CINEMA : LA REPUBLIQUE EMPOISONNEE, PAR SERGE RICHARD.**

24 **ITALIE : DIVORCE D'AVEC LA DROITE, PAR CARLO BONETI.**
60 % des Italiens ont dit non à la prétention cléricale d'imposer un intolérable verrou à la liberté des consciences. La droite s'est trompée de bataille, de date et aussi d'Eglise.

26 **COURRIER DES LECTEURS.**

27 **THEATRE : L'UNITE POPULAIRE ET LES OGRES, PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS.**

PHOTOS ET DESSINS

A.f.p. (page 17) Gérard Aimé (page 7) Barrigues (pages 17, 31) Jean-Pierre Coureuil (pages 11, 12, 18) Demoulin (page 6) Fotolib (pages 24, 25) Guéna (page 5) Keystone (pages 16, 17) Pascal Lebrun (page 4) Alain Mingam (page 29) Samy Poliatchek (page 27) Christian Rauch (page 9) Teich (page 32).

→

▶ François Mitterrand, surtout depuis le premier tour de scrutin, a attiré à lui de nouveaux courants bien au-delà des sept grandes organisations politiques et syndicales qui soutiennent sa candidature. Il s'agit non seulement de l'extrême gauche, mais aussi de tous ceux, gaullistes, chrétiens, centristes, républicains de diverses nuances qui, placés devant le choix décisif, préfèrent le camp du progrès et de la justice à celui du conservatisme et de la réaction. Car, en face, Giscard d'Estaing est bien le candidat de toutes les droites. De Lecanuet à Tixier-Vignancour, de Le Pen à Servan-Schreiber (ô dérision, pour celui-ci !), de Chirac à Brigneau, il a fédéré tous ceux que fascinent à la fois la puissance de l'argent et la haine du peuple.

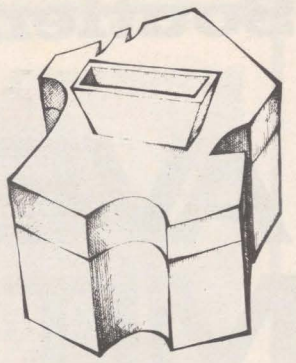
Ces données simples — on pourrait en ajouter quelques autres — devraient faire réfléchir ceux qui croient trouver plus de sécurité dans l'élection de Giscard d'Estaing. Comment les gens à revenus modestes, premières victimes de l'inflation et des inégalités sociales, comment les employés et les cadres exploités par le grand capital anonyme, comment les retraités qui voient fondre d'année en année le peu de bien qu'ils possèdent peuvent-ils faire encore confiance à l'homme qui est, depuis douze ans, le principal responsable de la situation dans laquelle ils se trouvent ? Parce qu'on leur présente une description apocalyptique de ce que serait la gauche au pouvoir ? Ne peuvent-ils juger eux-mêmes ?

La campagne qui s'achève aura au moins permis d'ouvrir les yeux de ceux qu'on a si longtemps trompés. Le temps du mensonge doit s'achever dimanche. Vient enfin le temps de l'espoir.

CLAUDE ESTIER



LES SEPT DANS L'ARENE



« Aujourd'hui, pour la première fois depuis 30 ans, l'union de toutes les forces populaires est réalisée... Devant cette gauche ouverte, pluraliste et rassemblée, un immense espoir se lève. » C'est le leader de la C.f.d.t., Edmond Maire, qui parle. Et sur les gradins du Palais des Sports de Lyon, au sud de la ville, cet immense bâtiment en béton où s'entassent près de 20.000 personnes, les applaudissements redoublent. Dehors, sur le terre-plein, devant un grand écran sur lequel ils peuvent suivre les interventions retransmises par haut-parleurs, des milliers de spectateurs manifestent aussi leur enthousiasme. Ce qui n'empêchera pas, ce soir du 15 mai, des moments d'émotion : pour la première fois, en effet, toute la gauche au coude à coude soutient un candidat à l'élection présidentielle. Et le meeting de Lyon restera, dans le souvenir de tous, un moment historique.

Des meetings, comme celui du Premier Mai à La Courneuve, avaient déjà montré que la gauche syndicale et politique se rassemblait autour de François Mitterrand. Mais aujourd'hui la présence à la même tribune de Pierre Mauroy, d'Henri Caillavet, de Georges Marchais, de Robert Chapuis, de Georges Séguy, d'Edmond Maire et de James Marangé prend une signification nouvelle : aux côtés des quatre partis politiques, les trois centrales ouvrières sont descendues dans l'arène politique.

Et, depuis le début de la seconde phase de la campagne, chacune s'est engagée encore plus avant dans son soutien à Mitterrand. Les réticences ne sont plus de mise, un seul objectif est à l'ordre du jour : battre Giscard d'Estaing. Et tout en maintenant une doctrine à laquelle ils tiennent, l'autonomie des syndicats vis-à-vis des partis politiques, les trois syndicats sautent le pas : ils mèneront leur propre campagne, certes, mais toute initiative unitaire avec les partis politiques recevra de leur part un accueil plus que favorable. Dans l'histoire du syndicalisme, c'est un Rubicon qui n'avait pas encore été franchi.

Que la C.g.t. prenne ainsi position n'est pas, à proprement parler, surprenant : signataire du programme commun, elle a, à plusieurs reprises depuis le début de la campagne, appelé discrètement de ses vœux une telle initiative. Aujourd'hui, elle l'approuve sans réserve. « La mobilisation, côte à côte, des syndicats et des partis de gauche correspond à un renforcement de l'unité face à la droite, explique à « l'Unité » André Allamy, secrétaire national de la C.g.t. C'est un élément qui peut contribuer à gagner de nouvelles voix au second tour, dans la classe ouvrière en particulier. Et nos militants dans les entreprises le comprennent très bien. »

En revanche, l'engagement total de la C.f.d.t. au coude à coude avec les partis politiques a pu surprendre. Dès le début de la campagne, la C.f.d.t. s'est battue pour la victoire de Mitterrand, de son côté d'abord, en union avec la C.g.t. dans un second temps — ce qui, en soi, constituait déjà une nouvelle étape dans son évolution. Son entrée, aujourd'hui, dans le « clan des 7 » montre un soutien sans restriction, comme jamais encore la deuxième centrale syndicale française n'en avait apporté à un candidat au cours d'une élection. Est-ce si étonnant que cela ? En fait, pas tellement, et Edmond Maire a expliqué pourquoi à « l'Unité » : « Il nous a paru important de faire mieux apparaître la réalité de l'union des forces populaires, et le développement de la campagne unitaire. Cette dimension a été trop peu présente dans la première phase de la campagne. D'ailleurs, l'appel intersyndical avec la C.g.t. a rencontré immédiatement un très grand écho et a donné lieu à une multiplication des initiatives, tant unitaires que C.f.d.t. D'autre part, le meeting des syndicats et des partis à Lyon montre qu'il n'y a pas seulement addition de fait des différentes composantes de la gauche, mais convergence réelle sur des objectifs communs, dans le respect des fonctions spécifiques des syndicats et des partis.

« Les positions adoptées par notre confédération dans cette dernière phase de la campagne ont eu un écho très large. Et, à mon avis, cela a des conséquences profondes, c'est un changement de comportement que je crois durable : les réticences vis-à-vis de l'acte électoral continueront certes dans la frange la plus à gauche de la C.f.d.t., mais elles sont déjà dépassées pour la majorité des militants. Certains disent que c'est dû à la dynamique de l'élection présidentielle. Ce n'est pas impossible. Mais on retrouvera, en cas de législatives, un engagement plus net que par le passé. C'était d'ailleurs inscrit en filigrane de notre congrès de 1970. Seulement, les circonstances n'avaient pas permis que cela puisse apparaître. Lors des dernières législatives, il s'agissait de soutenir une union de partis sur un programme de gouvernement. Cette fois, les choses sont différentes : nous sommes nous-mêmes dans l'union réalisée. Nous l'avions dit en janvier : réaliser l'union des forces populaires en y intégrant les syndicats, pas seulement en tant que soutien, est une condition de la mobilisation. »

Assurance vol

Pour la Fédération de l'Education nationale, le meeting de Lyon est aussi un tournant important. Sa position a toujours été claire : « L'actuel ministre de l'Economie et des Finances ne saurait d'aucune manière ouvrir les perspectives des changements profonds auxquels aspirent les travailleurs », déclarait la Fen dès le lendemain du 1er tour. Mais jamais elle ne s'était engagée autant qu'en ce soir du 15 mai, où James Marangé, son secrétaire général, déclare à la tribune du palais des Sports : « Dans ce combat, par sa naissance, par sa raison d'être, donc depuis toujours, la Fen est dans le camp de la gauche... Le message qu'au nom de la Fen j'adresse de cette tribune à toutes les femmes, à tous les hommes de ce pays épris de progrès et de liberté est un message d'espoir et de confiance. Espoir d'une victoire qui, le 19 mai 1974, ouvre la voie aux changements profonds dont notre pays a besoin et qui pourrait être le commencement de cette vie nouvelle à laquelle aspirent les travailleurs... » Sur les raisons de ce choix, James Marangé s'est expliqué à « l'Unité » : « Les circonstances dans lesquelles se situe le choix du 19 mai sont exceptionnelles. C'est une des rares fois, dans l'Histoire de la France, où on a aussi clairement, face à face, la droite contre la gauche. La Fen, donc, ne peut pas se taire, et elle donne clairement les raisons de son soutien et ses raisons d'espérer, sans pour cela mettre en cause l'indépendance du mouvement syndical par rapport au gouvernement de demain, quel qu'il soit. Face à celui qui représente toute la gauche, nous avons celui qui représente la droite — même s'il ne le dit pas, comme s'il en avait honte — par les soutiens qui sont les siens. Le choix est plus clair que jamais. »

Au-delà du meeting de Lyon, au-delà des prises de position confédérales, qu'y a-t-il ? Une mobilisation sans précédent des syndicats dans une élection.

Au niveau des confédérations, d'abord : tandis qu'Edmond Maire prend son bâton de pèlerin et se rend en début de semaine d'Annecy à Marseille, en passant par Chambéry, Lyon et Avignon, multipliant conférences de presse, réunions d'adhérents et de militants, les autres leaders cédétistes « descendent » un peu partout et parcourent la France. Même chose à la C.g.t., où les responsables nationaux tiennent meeting sur meeting : on voit André Allamy au Creusot, René Buhl à Nice, Jean-Louis Moynot à Bordeaux, Marcel Caille à Limoges, et bien d'autres ailleurs.

Mais, et c'est le plus important, les militants locaux ne les ont pas attendus pour tenir, dans leurs régions, meetings et réunions. Des tracts sont distribués à la porte des entreprises et dans les quartiers. Dans les grands ensembles, les militants font du porte à porte. De haut en bas, les appareils syndicaux se sont mobilisés autour d'une idée : démystifier Giscard. Les militants C.g.t. s'évertuent à démontrer qui il est et comment son passé le rend dangereux. Les militants C.f.d.t. reprennent et expliquent les thèmes lancés par leur centrale : « L'apolitisme, c'est l'arme du patronat ». « Giscard, non seulement ce n'est pas le changement sans risques, mais c'est tous les risques sans le changement ». « L'anticommunisme, c'est l'alibi de l'antisyndicalisme et de l'antisocialisme ». « Giscard, c'est l'assurance-vol garantie, par l'inflation ». Et, aux hésitants, ils donnent cet avertissement : « Demain, il sera trop tard pour pleurer. »

MICHELE BACKMANN

AVEC FRANÇOIS MITTERRAND

En dehors des sept grandes organisations qui soutiennent la candidature de François Mitterrand (Parti socialiste, Parti communiste, Radicaux de gauche P.s.u., C.g.t., C.f.d.t., Fen), diverses organisations et de très nombreuses personnalités venant d'horizons très divers ont appelé à voter pour François Mitterrand ou, pour le moins, à s'opposer à Giscard d'Estaing. Nous publions ici quelques-uns de ces appels parmi les plus significatifs.

1 000 Résistants

Mille résistants, dont 19 Compagnons de la Libération, ont publié le texte suivant : « Nous, Compagnons de la Libération et décorés au titre de la Résistance, fidèles à l'idéal de la France libre, nous soutenons la candidature de François Mitterrand parce que nous avons, ajourd'hui comme hier, une certaine idée de la France, une certaine idée de l'émancipation du peuple français, de sa liberté, de sa dignité et de son avenir de progrès. Nous nous dressons contre les risques d'abandon incarnés par ceux qui, avec et autour de M. Giscard d'Estaing, sont incapables de résister aux pressions extérieures, à l'égoïsme de l'argent et qui tiennent en fait la France du travail dans un mépris certain.

« Nous sommes pour la France du travail et de la liberté. »

Le F.I.b.

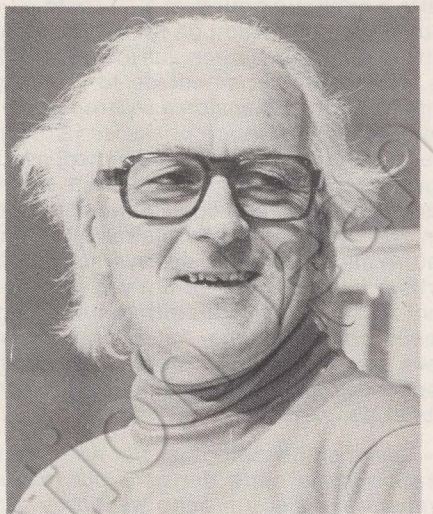
Le Front de libération de la Bretagne pour la libération nationale et le socialisme décide d'apporter son soutien à François Mitterrand et appelle tous ses militants, tous ses sympathisants ainsi que toute la population laborieuse de Bretagne à voter pour le candidat de la gauche, afin de créer ainsi une dynamique favorable à la reconnaissance des droits du peuple breton.

Les groupes Témoignage chrétien

Après avoir analysé les réponses apportées par Giscard d'Estaing et François Mitterrand au questionnaire qui leur a été soumis par l'hebdomadaire « la Vie catholique », la Fédération des groupes Témoignage chrétien « décide de rejeter la candidature de M. Giscard d'Estaing, représentative d'un capitalisme dominé par la seule loi matérialiste du profit, et d'apporter son soutien à la candidature de M. François Mitterrand, qui représente une espérance de justice, de dignité et de fraternité pour les masses populaires. »

René Dumont

Le professeur René Dumont dans « le Nouvel Observateur » du 13 mai (rappelons qu'il était le candidat écologique au 1er tour) : « Nous luttons pour élaborer une civilisation à basse consommation d'énergie, autogestionnaire, respectueuse des femmes, des minorités culturelles et de tous autres mouvements contestataires. J'estime pour ma part que notre combat pourrait se dérouler en de bien meilleures conditions sous une présidence Mitterrand que sous la dictature des puissances d'argent que risque fort de représenter bientôt Giscard. »



René Dumont.

Louis Vallon

Louis Vallon, ancien député gaulliste, a publié le communiqué suivant : « Les forces sociales qui ont fait naguère Vichy sont hostiles à François Mitterrand et sont favorables à son adversaire. C'est clair. Les hommes de gauche, dont tous les gaullistes de gauche, doivent voter François Mitterrand avec la masse des salariés et des hommes de progrès. Il y va cette fois de la paix civile, de la justice sociale et de l'avenir de la République. »



Edgard Pisani.

Vassili Leontieff

Le savant américain Vassili Leontieff, prix Nobel d'économie 1973, a déclaré que « le plan présenté par M. Mitterrand répond parfaitement aux problèmes soulevés par les graves difficultés économiques dont souffrent les sociétés occidentales, l'inflation en particulier.

« Ces problèmes ne peuvent être résolus comme auparavant par un pilotage à vue ou une politique fiscale faite d'habileté. »

Robert Lafont

Robert Lafont, candidat (récusé au premier tour) des minorités nationales et du régionalisme démocratique, écrit dans « le Monde » du 15 mai : « La candidature de François Mitterrand doit être celle des hommes et des femmes qui subissent les effets du dépérissement régional. A partir d'elle, de sa réussite le 19 mai, une remontée peut être envisagée, de nouvelles luttes entreprises, en toute clarté. C'est la porte par où il faut passer.

« Il y a là un acte politique beaucoup plus qu'électoral : choisissons-le pour y ménager notre avenir. »

Le professeur Kastler

Le professeur Alfred Kastler écrit dans « le Monde » du 15 mai : « Bien des étapes restent à franchir dans la marche au socialisme. Seule la gauche peut en assurer la réalisation. »

Edgard Pisani

Ancien ministre du général de Gaulle, Edgard Pisani a écrit dans « le Monde » du 9 mai : « Je choisis François Mitterrand et m'engage à ses côtés. Je souhaite que le soutiennent beaucoup de ceux qui pensent :

— institutions fortes, mais pour la liberté et l'égalité ;

— progrès économique, mais pour la justice sociale ;

— monnaie forte, mais pour l'indépendance nationale ;

— éducation permanente, mais pour l'épanouissement personnel :

— unité nationale, mais dans l'autonomie locale et la diversité. »

Le général de Bollardière

Le général de Bollardière a remis vendredi à la presse un communiqué par lequel il appelle à voter François Mitterrand.

« L'éventualité d'une victoire de la gauche lors des prochaines élections, écrit-il notamment, permet d'espérer un changement au niveau d'un certain nombre d'orientations politiques fondamentales de notre

A la demande du candidat Giscard

Comme s'il était déjà président de la République, Valéry Giscard d'Estaing avait, le 8 mai, jour anniversaire de la victoire de 1945, adressé un message aux armées. Cette façon d'agir n'avait pas été du goût d'Alain Poher, président de la République par intérim, qui l'avait fait savoir à l'intéressé. Le candidat de la droite avait alors transformé son message en « déclaration sur les problèmes de l'armée ».

Il n'en a pas pour autant renoncé à utiliser l'armée au service de sa candidature, avec la complicité du ministre Robert Galley. La photocopie que nous publions ci-contre est celle du télégramme qui a été adressé par le Service d'information et de relations publiques des armées (Sirpa) à toutes les bases militaires, pour attirer leur attention sur le voyage effectué aux Antilles par le ministre « à la demande de M. Giscard d'Estaing, candidat à la présidence de la République ».

Venant après le fait que Pierre Messmer réunit les leaders de l'ex-majorité à l'Hôtel Matignon, que Giscard d'Estaing mène sa propre campagne à partir du ministère de l'Economie et des Finances, il s'agit là d'une nouvelle utilisation abusive des fonctions ministérielles dont Me Badinter, représentant François Mitterrand, a saisi la commission nationale de contrôle de l'élection présidentielle.

341 SIRPA - EMM/CAB
MINARMEES SIRPA PARIS A. GUERRE SIRPA PARIS - MARINE SIRPA PARIS - AIR SIRPA PARIS - DIRCENGEND SIRPA PARIS - DELEGARM SIRPA PARIS - REGION SIRPA PARIS LES LOGES - REGION SIRPA LILLE - REGION SIRPA RENNES - REGION SIRPA BORDEAUX - REGION SIRPA LYON - REGION SIRPA METZ - REGION SIRPA MARSEILLE - ARMEE UNE SIRPA - CORPS UN SIRPA - CORPS DEUX SIRPA - FATAC REGION AIRSPA METZ FRESCATY - REGION AIR SIRPA VILLA - REGION AIR SIRPA BORDEAUX - REGION AIR SIRPA AIX EN PROVENCE - MARINE SIRPA CHERBOURG - MARINE SIRPA BREST - MARINE SIRPA TOULON
R 11 14 30 Z
BT
NON PROTEGE
NMR 241/MA/CAB/SIRPA DU 11 MAI 1974
APPELLE VOTR E ATTENTION SUR DEPECHE AFP NR 122 DU 11 MAI RELATIVE AU DEPLACEMENT AUX ANTILLES DE MR.GALLEY MINISTRE DES ARMEES.
CITATION.
MONSIEUR ROBERT GALLEY,MINISTRE DES ARMEES, COMPAGNON DE LA LIBERATION ET ANCIEN FRANCAIS LIBRE A QUITTE PARIS AUJOURD HUI A DESTINATION DES ANTILLES SURLA DEMANDE DE MONSIEUR VALERY GISCARD D ESTAING CANDIDAT A LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE.
LE MAINTIEN DE L INDEPENDANCE ET DE L INTEGRITE NATIONALE LA DEFENSE DES INSTITUTIONS ET LE DEVELOPPEMENT DU PROGRES SOCIAL, GRANDS THEMES DEJA DEFENDUS PAR MONSIEUR GALLEY AU COURS DU PREMIER TOUR DE CETTE CONSULTATION SERONT SANS DOUTE DE NOUVEAU EVOQUES .
MAIS IL AURA EGALEMENT L OCCASION D ABORDER LES PROBLEMES ECONOMIQUES ET SOCIAUX DE LA MARTINIQUE ET DE LA GUADELOUPE ET DE DEBATTRE DES MOYENS PROPRES A PARFAIRE LES CONDITIONS D EGALITE ET A RENFORCER LES LIENS DE SOLIDARITE DE LA METROPOLE AVEC CES DEPARTEMENTS FRANCAIS.FFIN DE CITATION.
BT

pays (priorité accordée aux équipements collectifs, relèvement des bas salaires, extension des libertés, arrêt des essais nucléaires et des ventes d'armes aux pays de dictature). Devant un tel enjeu, nous entendons nous prononcer clairement. »

Beate Klarsfeld

Beate Klarsfeld, jeune journaliste allemande de nationalité française par son mariage, qui consacre toute son énergie depuis plusieurs années à la recherche de criminels nazis, a fait savoir qu'elle soutient la candidature de François Mitterrand.

Fred Zeller

Fred Zeller, ancien Grand Maître du Grand Orient de France, a déclaré qu'il voterait Mitterrand pour que ça change. « Sur son nom, ajoute-t-il, doivent se rassembler tous ceux qu'inquiète l'évolution d'une société de plus en plus brutale, injuste, inhumaine. »

Pierre Marcilhacy

Recevant les journalistes jeudi à la Tour Montparnasse, Pierre Marcilhacy, sénateur non inscrit de la Charente, leur a déclaré « qu'il voterait le 19 mai pour François Mitterrand, car il est le candidat qui fera courir le moins de risques au pays ».

Soulignant « l'immense volonté de changement existant dans le pays », Pierre Marcilhacy a déclaré que « seul François Mitterrand peut y répondre ».

Un dirigeant U.j.p.

Dans un article intitulé « L'indépendance en danger », Alain de Faucon, responsable de la commission d'études stratégiques de l'Union des jeunes pour le progrès (U.j.p.), écrit : « M. Lecanuet, après avoir, au nom de l'atlantisme, mis en ballotage le général de Gaulle en 1965 et soutenu M. Poher en 1969 contre le président Pompidou, a trouvé son champion avec Giscard d'Estaing...

« C'est oublier le peuple de France dont la voix se lève chaque fois que son indépendance est en danger. Elle se lèvera à nouveau le 19 mai prochain, rassemblant à son appel, comme hier pendant la Résistance, gaullistes, communistes et socialistes pour défendre la liberté de la France et de l'Europe. »

L'U.j.p. s'est finalement prononcée pour le vote blanc.

Jean-Marcel Jeanneney

L'ancien ministre Jean-Marcel Jeanneney, dans « le Figaro » du 14 mai : « Je ne



Jean-Marcel Jeanneney.

crois pas que Giscard d'Estaing et ceux qui veulent le porter au pouvoir soient en mesure de répondre valablement ni aux aspirations profondes du peuple ni aux exigences de l'heure. J'ai au contraire le ferme espoir que François Mitterrand en sera capable s'il peut s'appuyer non seulement sur les socialistes et les communistes, mais aussi sur des millions d'autres Français qui veulent, avec courage, une France généreuse. »

Romain Gary

Romain Gary, Compagnon de la Libération et écrivain, a déclaré : « Je suis contre les candidatures de la peur et contre la ligne Maginot politique que l'on veut dresser contre 49 % des Français. Je suis contre le chantage à la « menace communiste » : c'est une technique de Vichy qui fait partie d'une longue tradition fumigène et sert à cacher les vraies trahisons qui se préparent. C'est ainsi qu'en juin 1940, alors qu'on nous préparait Laval, mon escadrille avait été chargée de patrouiller au-dessus des quartiers de Bordeaux « pour assurer la protection du maréchal Pétain et du général Weygand, résolus à continuer la lutte contre une cinquième colonne socialo-communiste qui se disposait à saisir le pouvoir et à traiter avec Hitler ». C'est cette même opération que les hommes de M. Lecanuet, dont le général Stehlin, sont en train de mener contre la « menace socialo-communiste ». Je suis contre le vote de classe. Pour toutes ces raisons, je soutenais M. Chaban-Delmas, je vais donc voter pour M. Mitterrand. »

Françoise Sagan

Françoise Sagan écrit, dans « le Figaro » du 15 mai :

M. Mitterrand a le poids et le sérieux d'un homme d'Etat. Son choix est simple mais capital : il est décidé à faire passer les bœufs avant la charrue, c'est-à-dire les gens qui travaillent avant le brinquebalant et mystérieux char de l'Etat. Il serait peut-être temps que l'argent aille ailleurs qu'à l'argent. »

Pierre Uri

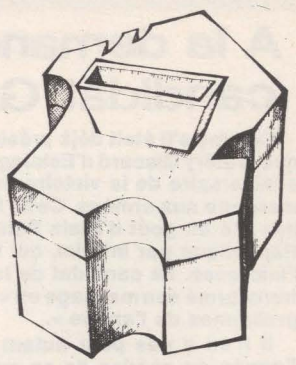
L'économiste Pierre Uri, dans « le Monde » du 14 mai : « Seul François Mitterrand, élu par les masses populaires, pourra tenir sa promesse d'être le président de tous les Français ; mieux même : de tous ceux qui font vivre la France ».

Jean-Marie Domenach

Jean-Marie Domenach, directeur de la revue « Esprit », dans le « Nouvel Observateur » du 13 mai : « Giscard d'Estaing représente la bourgeoisie rajeunie, telle qu'en elle-même l'a changée un siècle et demi de rapacité, de répression et d'abandons nationaux.

« François Mitterrand représente de plus en plus les forces capables d'ouvrir, entre les impérialismes, un espace de liberté et d'avenir. Mon espoir est avec ceux qui espèrent dans son succès. »

La barbe à papa du "social"



Les promesses électorales de Giscard sont comme la barbe à papa : tout est dans l'apparence trompeuse du volume.

Si Mitterrand rime bien avec président, Giscard d'Estaing rime fort mal avec social. Et le ministre des Finances, dans l'espoir d'abuser des électeurs de gauche naïfs — il en aurait besoin — n'a pas hésité à mettre pour quelques jours un masque « social ». Cela n'a pas manqué de choquer tous ceux qui le connaissent de longue date — journalistes, économistes, syndicalistes... Il était bien descendu une fois, en col roulé, voir un bref instant à quoi ressemble le métro. Mais ce n'était qu'une expérience, un jeu, principalement destiné aux photographes de presse.

Au cas où certains n'en seraient pas convaincus, il suffit de voir ce que recouvrent, sur le plan social, les « perspectives présidentielles » de Giscard. Conçues à la hâte, faites de bric et de broc, elles frappent par leur faiblesse et par la minceur des engagements que ne saurait compenser la masse des bonnes « intentions ». On sait ce que valent les vagues promesses de période électorale. C'est un peu comme la barbe à papa : tout est dans l'apparence trompeuse du volume.

Ainsi, au chapitre des intentions proclamées, Giscard reste-t-il on ne peut plus flou. Et si les ambiguïtés ne manquent pas, l'une domine toutes les autres : Giscard ne s'est pas donné la peine de chiffrer la liste de ses « intentions » : n'aurait-il pas celle de passer aux actes ? Une telle imprécision pourrait le donner à penser.

De toute évidence, Giscard n'est pas à l'aise pour aborder les thèmes du travail et de l'emploi de façon concrète. Ainsi se limite-t-il à envisager, pour toute garantie de prévention des licenciements collectifs, une « meilleure information du personnel ». Or cela passe simplement par le respect des textes existants. On ne se souvient pas avoir vu Giscard protester et réclamer des sanctions contre les patrons récalcitrants. Il faut dire que Giscard lui-même est souvent apparu aux syndicats comme un patron récalcitrant *(voir en page 12)*. De toute évidence, on reste loin du programme commun, qui précise que toute décision de licenciement collectif « devra être soumise au comité d'entreprise avec possibilité de recours suspensif devant les juridictions du travail ». Giscard paraît donc, sur ce point, bien superficiel.

Du licenciement au chômage, il n'y a souvent qu'un pas. Domaine où Giscard aurait beaucoup à dire. Mais il préfère passer cela sous silence, car les statistiques éclairent d'un jour révélateur sa gestion économique. En 1973, on a enregistré 70 000 demandes d'emploi supplémentaires. La chute du taux de croissance permet de penser qu'ils seront peut-être 150 000 demandeurs de plus en 1974. Giscard préfère glisser et propose « d'harmoniser et améliorer la protection des chômeurs ». Quel intérêt soudain de sa part ! Aurait-il oublié que c'est lui qui a ordonné à ses services, à la fin 1973, de s'opposer à une proposition visant à rétablir l'évolution parallèle de l'aide aux chômeurs et du Smic ? Cette proposition était pourtant d'autant plus nécessaire que l'augmentation du Smic (168 % depuis 1968) a laissé l'aide publique très loin en arrière : 58 % d'augmentation seulement en six ans.

Flou et non chiffré

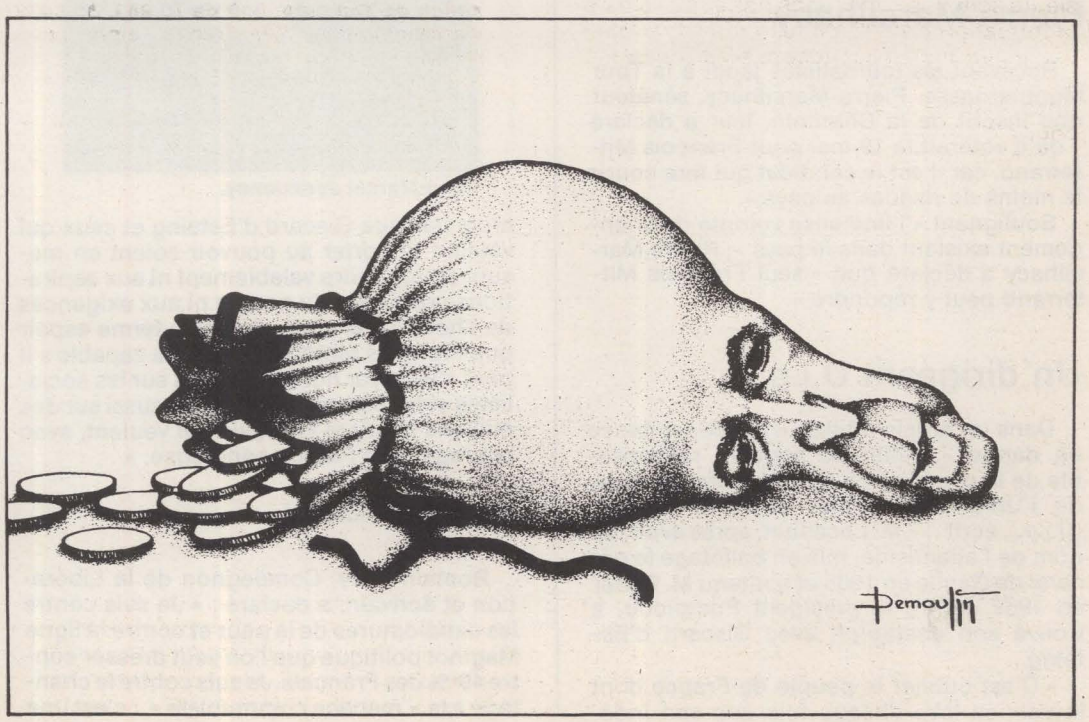
Heureusement, tous les Français ne sont pas chômeurs. La plupart travaillent et Giscard semble même avoir subitement découvert qu'il y aurait beaucoup à redire sur les conditions de travail. Aussi, malgré ses excellentes relations avec le patronat *(voir les n[os] 109 et 110 de « l'Unité »)*, se propose-t-il carrément de chercher de nouvelles formes de participation dans l'entreprise et de lutter contre la parcellisation des tâches, au bureau comme à l'usine. En fait, on reste loin du contrôle ouvrier, surtout pour les entreprises privées où il se contentera « d'inviter les partenaires sociaux à poursuivre activement leur dialogue et à en tirer les conséquences politiques ». Ca ne mange pas de pain !

Viennent ensuite les femmes. Giscard se propose de leur offrir « une égalité réelle des salaires ». Il avoue donc n'avoir rien fait pour l'obtenir quand c'était en son pouvoir. Et s'il souhaite que la formation professionnelle soit « désormais largement ouverte aux jeunes filles » et aux femmes, il ne propose ni mesures concrètes ni modalités de financement pour y parvenir.

Pour en finir avec les intentions du candidat, plus nombreuses mais toutes aussi vagues, constatons qu'il préconise une progression deux fois plus élevée des bas salaires que des hauts revenus. Comme il ne définit ni les uns ni les autres, il est difficile d'apprécier cette proposition. Tout au moins peut-on noter qu'il n'est pas question de porter le Smic à 1 200 F par mois pour 40 heures par semaine, comme François Mitterrand entend le faire dans la semaine qui suivra son élection.

Giscard présente donc un catalogue d'intentions floues, non chiffrées et pour le moins contradictoires avec sa longue action à la tête du ministère de l'Economie et des Finances.

Heureusement, le candidat de la droite n'est pas seulement plein de bonnes intentions. Il prend aussi des engagements. Oh ! pas beaucoup : une dizaine environ. Et il a même poussé parfois l'obligeance jusqu'à en évaluer le coût. C'est dire, au passage,



que ce champion toutes catégories des chiffres et de la statistique — vrais ou faux — a réalisé sur l'ensemble de son exposé social une remarquable contre-performance. Où Giscard apparaît par contre particulièrement habile, sinon éblouissant, c'est quand on constate que la plupart de ses engagements ne font que confirmer des mesures déjà prises. Et parfois même appliquées. Ainsi est-il certain de pouvoir tenir ce qu'il promet, puisqu'il promet ce qu'il tient !

C'est le cas, par exemple, des mesures qu'il « propose » en faveur des handicapés. Elles ne font que reprendre un projet de loi d'orientation préparé par le secrétariat d'Etat de Marie-Madeleine Dienesch et récemment adopté en Conseil des ministres. Encore faut-il préciser que ces mesures ne satisfont pas les associations de handicapés consultées. De même ses projets de réforme de l'allocation logement, d'exonération des cotisations d'assurance maladie pour les retraités et de majoration de la retraite des mères de familles sont-ils déjà tous applicables pour l'essentiel.

Quant à l'octroi à toutes les mères de famille d'un « droit à la retraite, au titre de l'activité qu'elles exercent dans l'éducation de leurs enfants », c'est un élargissement heureux d'une mesure de décembre 1971. Il n'a rien de bien neuf...

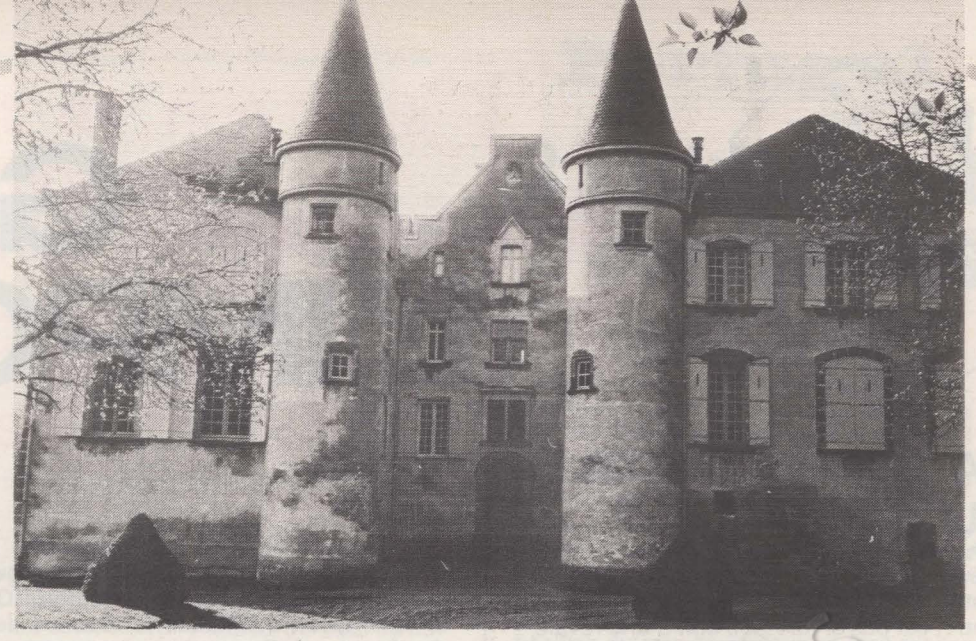
Giscard « va plus loin » dans le social ! Il propose en effet qu'un travailleur sur dix (soit 10 %) bénéficie chaque année d'un stage de formation professionnelle. Combien sont-ils aujourd'hui ? On a compté qu'en 1972 le nombre de stagiaires formés a représenté 9,88 % de l'ensemble des salariés. Soit un bond proposé de 0,12 % trois ans plus tard ! Et ce que ne dit pas Giscard, c'est s'il songe à des stages pour les cadres ou les ouvriers, d'un week-end ou de plusieurs semaines, etc. Sans parler du rôle de la formation professionnelle, très contrôlée par le patronat et qui adapte avec souplesse les travailleurs aux seuls besoins de l'entreprise. Mais là encore Giscard reste muet. Et pour cause.

Prévenant, Giscard a songé qu'il fallait garantir des revenus aux travailleurs en cas de licenciement collectif. Il propose le maintien du dernier salaire pendant la période de reconversion du travailleur dans la limite d'une année. Est-ce que, là aussi... ? Eh oui, un accord national interprofessionnel du 9 juillet 1970 prévoit déjà cette disposition et il concerne plus de 10 millions de salariés. L'étendre aux autres salariés n'a donc vraiment rien de révolutionnaire.

De lourds silences

A défaut d'être révolutionnaire, Giscard se veut humain. Et il souhaite tout naturellement humaniser les hôpitaux, par suppression des salles communes, d'ici à 1980. C'est en fait une simple accélération d'un projet déjà connu mais qui ne devait aboutir qu'en 1983. De plus, il y a un « hic ». Le projet initial était financé par des subventions d'Etat. Giscard, lui, parle d'un programme spécial financé par emprunt. C'est dire qu'on irait vers un considérable renchérissement de la journée d'hôpital — il faudra bien rembourser avec intérêts — qui se traduirait par un nouveau transfert de charges vers la Sécurité sociale. On commence enfin à trouver du nouveau... hélas !

Le gros « boom » du programme de Giscard, cette bombe dans laquelle le candidat a placé tant d'espoirs, concerne les personnes âgées. Les sondages montrent que celles-ci l'en ont, par leurs votes, remercié par avance. Puissent-elles ne pas avoir à le regretter ! Giscard veut porter le minimum vieillesse à 20 F par jour. Et de laisser entendre qu'il n'y va pas par quatre chemins et que son projet correspond à une hausse subite de 44 % de cette prestation. Voire... Le minimum était de 14,20 F par jour en décembre 1973. Les 20 F de Giscard, c'est pour juin 1975 (1). On peut raisonnablement estimer qu'entre ces deux dates l'inflation sera de 20 %. Ce qui, pour un pouvoir d'achat équi- →



Fiche d'identité de Valéry Giscard d'Estaing

Giscard d'Estaing est le petit-fils d'un industriel du Puy-de-Dôme : Bardoux, père de sa mère et député réactionnaire de la IIIe République, dont Giscard a pris la suite. Son père, Edmond Giscard d'Estaing, a commencé comme fonctionnaire (au Conseil d'Etat) ; s'il a continué dans le secteur privé, ce n'est pas comme salarié ou comme chef d'entreprise dynamique, c'est comme membre de multiples conseils d'administration, avec les confortables « jetons de présence » qui se cumulent. Voici le palmarès d'Edmond.

Président : Société financière pour la France et les pays d'Outre-mer (Soffo), Caoutchoucs d'Extrême-Orient (Cexo).

Administrateur : Thomson-Brandt, Air-France, Le Carbone-Lorraine, Industrielle maritime, Crédit foncier et immobilier, Kléber-Colombes S.a., Société d'oxygène et d'acétylène d'Extrême-Orient, Bergougnan.

Représentant permanent de Soffo aux conseils d'administration d'U.t.a., Etudes et exploitations minières de l'Indochine, Bergougnan.

Représentant permanent de Socafipar aux conseils d'administration de la Société des Domaines agricoles du Lot.

Egalement président d'honneur de la Chambre de commerce internationale.

Pour accroître les fonctions capitalistes de son père, Valéry Giscard d'Estaing n'a pas hésité à enfreindre les lois : en mai 1970, il a fait approuver par le Conseil des ministres la nomination de son père, âgé de 76 ans, au conseil d'administration d'Air-France, alors que le même gouvernement avait imposé par la loi la retraite à 65 ans pour les P.d.g. et à 70 ans pour les administrateurs !

Olivier Giscard d'Estaing, frère de Valéry, a fort bien utilisé les appuis et la notoriété de son frère, plus brillant. Il a été aux Aciéries de Pompey, puis directeur de Sovirel, filiale de Saint-Gobain. En même temps qu'il était député des Alpes-Maritimes (1968-1973), il était P.d.g. de Gibbs-Hill France. Battu aux élections législatives en 1973, il a continué sa carrière au service des intérêts capitalistes internationaux : il est actuellement administrateur de la compagnie I.b.m.-France et de l'Insead, la « super » école commerciale de Fontainebleau, chargée de perfectionner les cadres supérieurs des firmes multinationales. Quant à son cousin François, il est administrateur de Nadella et directeur de la Banque française du commerce extérieur.

Giscard est un snob qui aime les châtelains. Snob signifie, étymologiquement « sans noblesse »... mais voulant se faire passer pour noble. « Sans noblesse », Giscard l'est : c'est son père qui a obtenu d'allonger son nom de la particule d'une célèbre famille d'aristocrates qui s'était éteinte : les d'Estaing (décret du 17 juin 1922).

Mais cette fausse noblesse ne l'a pas empêché, lui-même, et toute sa famille, de n'épouser que des aristocrates :

*** lui-même a pour femme la fille du comte de Brantes, petite-fille de Schneider (donc liée au groupe Empain) ;**

*** ses trois sœurs sont respectivement comtesse de Las Casas, comtesse de Lasteyrie de Saillant, comtesse de Froissard de Broissia ;**

*** son frère a épousé la comtesse de Montrichard...**

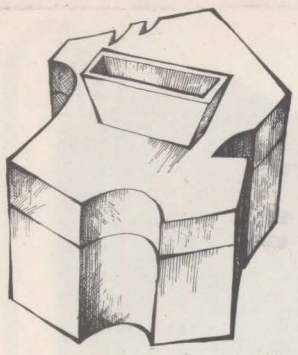
Giscard en a épousé aussi les habitudes : assister à la messe d'anniversaire de la mort de Louis XVI était une obligation pour la famille.

Il en a épousé les intérêts : peu lui importe qu'un petit salarié soit obligé de payer des impôts, mais il a fait prendre, en tant que ministre des Finances, des mesures spéciales d'allègements fiscaux en faveur des propriétaires de châteaux (loi de finance pour 1965 et loi du 31 décembre 1973).

Il est vrai que Giscard possède lui-même deux châteaux (dans le Puy-de-Dôme et dans le Loir-et-Cher)...

Comment s'étonner dès lors qu'il soit soutenu par le gotha de la noblesse : le duc Jean de Broglie, le marquis de la Rouzière-Montlosier, le comte Michel d'Ailbières, le comte Yves de Kerveguen, le comte Michel d'Ornano, le comte Guy de la Verpillière, etc.

Valéry Giscard d'Estaing est lui-même Chevalier de l'Ordre de Malte et membre du Polo-club de Paris.



Economie

GISCARD L'IMPOSTEUR

LA BARBE A PAPA DU "SOCIAL"

valent, devrait déjà situer le minimum vieillesse à 17 F en juin 1975. De 17 F à 20 F, le bond n'est pas si fort : il s'agit d'une révalorisation de 17,6 %. Ce n'est pas négligeable, mais quand on sait ce que représente aujourd'hui un pouvoir d'achat de 20 F par jour, il n'y a pas là de quoi en faire le « clou » du programme. D'autant qu'avec Giscard, on ne peut éviter de poser le problème de l'inflation. Ses projets, pour aligner le taux de T.v.a. française au taux moyen européen, beaucoup plus bas, paraissent mal étudiés et très coûteux. Il est peu probable que cela suffise à enrayer l'inflation, domaine où Giscard a fait la preuve de son incapacité.

Quelles difficultés y a-t-il à lâcher quelques miettes aux vieux et aux travailleurs, quand l'inflation permet de récupérer d'une main ce qu'on a dû concéder de l'autre ? L'économiste anglais Keynes avait déjà parfaitement décrit ce mécanisme injuste en 1936 : « Alors que la main-d'œuvre résiste ordinairement à la baisse des salaires nominaux, il n'est pas dans ses habitudes de réduire son travail à chaque hausse du prix des biens de consommation ouvrière. » Comment faire confiance à Giscard s'il utilise des ficelles qui paraissaient déjà grosses avant guerre ?

Plus encore que par son contenu, ce programme est choquant et significatif par ses silences. Rien sur le niveau des pensions. Rien sur l'abaissement de l'âge de la retraite. Cinq lignes pour les travailleurs immigrés : là, c'est carrément en recul... il est vrai qu'ils ne votent pas. Quelques mesures d'adaptation pour relever les allocations familiales. Mais très éloignées des 25 % de rattrapage immédiat réclamés fort justement par les associations familiales. Crèches, garderies, équipements sportifs, sanitaires et sociaux, tout cela traité à la va-vite et sans rien de précis. Si ce n'est la continuation de la politique qui consiste à transférer une part croissante des charges de l'Etat aux collectivités locales. « Quelles difficultés y a-t-il, dans ces conditions, à équilibrer le budget de l'Etat ? », faisait remarquer François Mitterrand aux élus.

Sur aucun des problèmes de fond que constituent la santé, l'emploi et les conditions de travail, la famille, l'insertion et l'égalité des femmes dans la société, la dignité du troisième âge, la formation des jeunes et celle des adultes, sur tous ces sujets qui préoccupent au premier chef l'ensemble des Français, le catalogue de Giscard d'Estaing manque son but.

Mais une chose est certaine. Ce prestidigitateur maladroit, dont le projet tient en « 4 idées, 3 sécurités et 9 changements » est l'homme des injustices et du passé. Le progrès et l'avenir imposent de mettre la croissance au service de l'homme. Et non plus l'inverse. Cela, seul François Mitterrand est en mesure de le garantir.

JEAN-LOUP REVERIER

(1) François Mitterrand propose, on le sait, un relèvement de 50 % du minimum vieillesse et tout de suite.

Valéry Giscard d'Estaing n'aime pas les chiffres. Et Michel Poniatowski ne doit pas savoir compter. C'est la conclusion qu'impose la réponse de ce dernier au chiffrage du « programme social » giscardien effectué par le Bureau économique de François Mitterrand et révélé par Pierre Mendès France **(voir ci-contre).**

Les promesses de Giscard d'Estaing ont une histoire. Le 20 mars — il ne s'agissait pas encore de campagne électorale — le ministre des Finances tenait une conférence de presse dans les locaux de la direction des Prix du ministère de l'Economie et des Finances, quai Branly. L'atmosphère était au sang et aux larmes. Inflation, crise pétrolière, le franc hors du serpent. Giscard d'Estaing venait de répondre aux syndicats. C'était non. Et l'homme qui depuis des années annonçait que le mois prochain ou l'année prochaine tout ira mieux, grâce à lui évidemment, changea de ton : « 1974 ne peut pas être et ne sera pas une année facile » déclara-t-il en substance. Et d'expliquer, doctement comme toujours, que « la production intérieure brute ne croîtra que de 3,8 % en 1974. Là-dessus, il faudra prélever pour les investissements et les importations de pétrole. Comment, dans ces conditions, pourrait-on améliorer le pouvoir d'achat des Français ? »

C'était le temps de l'austérité. Pas d'élections en vue, les Français à convaincre qu'il leur fallait payer le « redéploiement de la croissance ». Pour le reste on pouvait, comme d'habitude, « naviguer à vue ». Depuis, avec les élections, il a fallu modifier le tir. Dans son discours de Strasbourg, après avoir râclé les tiroirs des divers ministères, Giscard d'Estaing, pour faire « peuple », a proposé aux Français en quatre idées, trois sécurités, neuf changements, un programme social **(voir page 6).** Ce n'est qu'après avoir annoncé ce programme, après avoir dû au fil des jours l'étoffer, en promettant à tous et à chacun que demain serait peint en rose, que le chiffrage fut fait. Les fonctionnaires du ministère n'ayant pas, semble-t-il, une confiance totale dans les promesses du ministre, oublièrent au passage quelques mesures. Mais la somme — 19,2 milliards — était tout de même trop grosse pour être annoncée. Et l'homme qui jongle avec les chiffres évita de parler des siens, préférant insinuer que ceux des autres...

25 milliards de plus

L'ennui, c'est que l'addition est une des opérations les plus faciles à faire. Et elle fut faite.

Minimum ressource pour les vieux porté à 20 F : 2 milliards ; relèvement des allocations familiales : 1,2 milliard ; pensions pour femmes seules : 1,2 milliard ; le Smic — ou le minimum vieillesse — pour les handicapés : 3 milliards ; la refonte de l'allocation logement : 1 milliard ; la modification et l'extension du salaire unique : 2 milliards, etc. Au total, 12 milliards de francs de dépenses nouvelles.

Plus une réduction sensible des ressources de l'Etat. L'alignement du taux de la T.v.a. sur le taux moyen européen, les nouveaux abattements d'impôts, etc., cela monte vite.

Au total, si Giscard était élu et tenait ses promesses, l'Etat devrait donc trouver par an 25 milliards de plus — 12 milliards de dépenses en plus, 13 milliards de recettes en moins — pour ne pas être en déficit. Contrairement à la légende, ce n'est pas que les déficits budgétaires gênent considérablement les



Les promesses de de Giscard d'Estaing

par Pierre Mendès France



Le point de départ de tout programme économique, c'est la situation d'aujourd'hui qui est l'héritage de la politique d'hier. Refuser d'en rendre compte, prétendre ne parler que de l'avenir (c'est-à-dire des promesses qu'on fait), c'est se défiler, se dérober.

Lorsque Giscard d'Estaing est arrivé au pouvoir, un franc et un deutschmark étaient pratiquement à parité ; il faut 2 francs aujourd'hui pour acheter un mark. Les prix montaient chez nous moins vite que chez nos voisins et concurrents ; ils montent plus vite aujourd'hui qu'en Allemagne, en Belgique et en Suisse. Notre réserve monétaire correspond à deux mois d'importations ; à six mois en Allemagne. Le chômage a doublé en cinq ans.

M. Giscard d'Estaing s'oppose à une politique nouvelle qui, selon lui, casserait l'économie française. A-t-il conscience des risques qu'elle court aujourd'hui et seraient aggravés par son élection ? Car si son « pilotage à vue » se prolonge, tout notre appareil économique et notre monnaie se désagrègeront de plus en plus. Il en convenait lui-même, il y a deux mois, en insistant sur la nécessité des mesures urgentes à défaut desquelles, disait-il, rien ne pourrait arrêter l'inflation. Il n'en parle plus depuis la campagne électorale et distribue au contraire à tous des promesses qu'il ne chiffre pas, dont il ne prévoit pas le financement parce qu'il se refuse à toute recherche de justice fiscale.

Le Bureau économique de François Mitterrand a calculé que ces promesses coûteraient 25 milliards au budget en année pleine en face desquels il n'y a aucune recette ; ainsi M. Giscard d'Estaing finance son plan par la continuation de l'inflation. Debré disait que c'était « la gangrène » ; Chaban-Delmas disait « le cancer » ; je préfère ne pas choisir. Mais je constate que, dans les discours de Giscard d'Estaing, il n'est jamais question de Plan et de lutte contre l'inflation. C'est très caractéristique d'une conception dépassée, d'une politique économique qui ne se bat pas pour maîtriser les événements et accepte toujours l'arbitrage des grands intérêts.

François Mitterrand, au contraire, a annoncé une politique volontariste, moderne et sans démagogie. Parce qu'on ne peut pas tout faire à la fois, il a précisé ce qu'il ferait, lors de son arrivée au pouvoir, en 6 mois, en 18 mois, en 5 ans, le succès et l'équilibre financier de chaque étape permettant d'aborder la suivante. Les mesures de la première étape seront mises en route immédiatement par le nouveau gouvernement qui « ne promettra jamais que le possible » sans aller jamais au-delà de ses ressources, ne « paiera pas en fausse monnaie », fera ses choix avec courage pour soutenir la production et maîtriser l'inflation, la hausse des prix et le chômage.

Le Plan nécessite le concours de tout le pays. Pour réussir, il doit être mis en œuvre par des hommes qui ont la confiance de tous ceux qui travaillent et produisent.

hommes au pouvoir : sur les 16 derniers budgets, 13 seulement furent équilibrés !

Mais en période électorale, et alors que le candidat de la gauche oppose un programme économique et social cohérent et réaliste, il est difficile, alors que l'on se présente en technicien remarquable et rigoureux, de le reconnaître : ce serait reconnaître son manque de cohérence.

Dimanche, après la déclaration de Mendès France, il fallait trouver une réplique. « Ponia » le fidèle se dévoua. Et d'expliquer que ce n'était pas 25 milliards, mais seulement 19,2. Et que cela était financé par la croissance économique du pays. Jonglant avec les milliards et les pourcentages, le prince rassura le bon peuple : « Au taux de croissance économique de 5 % (taux moyen des 15 dernières années : 6,1 %), le budget social de la nation, qui est actuellement de 240 milliards, pourra être porté, au terme du mandat présidentiel, à 340 milliards de francs constants. »

Ce qui repose sur une double imposture. La première est que les promesses de Giscard d'Estaing n'ont pas été présentées pour 1984 — ou alors qu'il le dise. Vite et fort. Et qu'une croissance de 5 % n'assure pour 1975 qu'un supplément de 12 milliards. Où prendra-t-on les 7,2 milliards — en admettant que Poniatowski ne se trompe pas, une fois de plus — ou les 13 milliards qui manquent ? A moins de mettre — horreur ! — le budget en déficit.

La deuxième imposture est que la croissance de l'économie française pour 1975 ne sera pas forcément de 5 %. On l'a vu, avant la campagne électorale Giscard la chiffrait pour 1974 à 3,8 %. Dans ces conditions, comment financera-t-il dès cette année ses promesses ? Et que fera-t-il l'année prochaine ?

On le voit, les qualités « techniques », le sérieux de Giscard et des siens ne sont pas particulièrement évidents.

On comprend mieux pourquoi Giscard n'aime pas les chiffres : les mots peuvent s'interpréter, les promesses s'oublier, mais les chiffres... Déjà, lors de l'établissement du VIe Plan, Georges Pompidou avait supprimé au maximum tous les objectifs chiffrés du Plan : une manière comme une autre d'être à l'abri des comparaisons. Ou une méthode éprouvée pour devenir expert...

Mais le plus « drôle » de l'histoire, c'est que, dans le chiffrage effectué, un certain nombre de promesses n'ont pas pu être intégrées : faute de précision.

Car le ministre des Finances, l'expert qui le 20 mars annonçait une année difficile et l'impossibilité d'améliorer le pouvoir d'achat des Français, en arrive, espérant ainsi grapiller des voix, à promettre... presque tout. C'est-à-dire l'abaissement de l'âge de la retraite, la gratuité des transports scolaires, des crèches en veux-tu en voilà, la formation professionnelle des femmes. Bien sûr, ces promesses demeurent vagues, engluées dans un futur non défini. Mais les mots sont prononcés. Giscard espérant que leur magie jouera.

Un tel manque de précision et de prévision ne devrait pas étonner. Il correspond à la pratique économique de Giscard. Car si Pompidou avait éliminé les objectifs chiffrés du Plan, le ministre des Finances avait tout fait pour réduire à néant ce qu'il en restait. Tout comme il s'était privé d'utiliser les instruments économiques classiques : par exemple, le crédit. Mais ce qui surprend tout de même dans la réponse de Poniatowski et dans l'élaboration des « mesures », c'est que le ministre et ses conseillers ne sachent même pas faire une addition. C'est grave pour des « experts ». A moins que...

GUY PERRIMOND

changer la vie politique

UNE CAMPAGNE AU FUSIL

Dans la nuit du 10 mai, à la Réunion, guet-apens sur la route des Trois-Bassins : des pierres sur la chaussée obligent à s'arrêter les voitures des animateurs de la campagne pour François Mitterrand, parmi lesquels Christophe, fils du candidat de la gauche à l'Elysée. A ce moment, des coups de feu arrosent la première voiture, celle de Paul Vergès, à moins de 50 cm du siège du secrétaire général du P.c. réunionnais. Peut-être Giscard d'Estaing va-t-il désavouer cet attentat ? Nullement, et « la Nation » se contente de ce scandaleux commentaire : « Il est bien connu que M. Vergès a souvent des différends avec l'ultra-gauche réunionnaise, et bien connu aussi qu'il arrive toujours quelque chose à M. Vergès en période électorale ».

Les « cogneurs » ne sont d'ailleurs pas une spécialité réunionnaise : mardi, à Verneuil-sur-Seine (Yvelines), des colleurs « musclés » d'affiches giscardiennes ont tiré 4 coups de feu contre des militants apposant des affiches en faveur de François Mitterrand, qui n'ont réussi à s'échapper qu'en se réfugiant dans la mairie et la gare.

ILS ONT DIT

— L'abbé Oraison, à R.t.l. : « Quand j'entends M. Giscard d'Estaing, cela me renvoie à une scène du « Soulier de satin » où un personnage dit : « C'est absolument cela, il faut du nouveau, mais qui soit exactement semblable à l'ancien. »

JUSQU'HALLALI

Si Giscard d'Estaing parvient à persuader quelqu'un qu'il accorde de l'importance au problème de l'environnement, ce ne sera en tout cas pas les Ardennais : ils savent mieux que personne que, dans la forêt de Belval, il est souvent venu participer très discrètement le dimanche à des massacres de cervidés et de sangliers (moyenne : entre 80 et 100 bêtes abattues).

SOFIA VENDUE AU PRIVE

Giscard veut privatiser Sofia. Et tout permet de penser que les protestations des douaniers n'y feront rien. Pourtant Sofia, c'est leur enfant. Ce sont eux, en effet, qui ont mis au point le Système d'ordinateur pour le fret international aérien (S.o.f.i.a.). Face au rapide développement des opérations douanières portant sur le fret aérien, il fallait envisager de doubler le personnel. Moderne, l'administration a préféré la voie de l'informatique. C'était il y a 6 ans. 120 inspecteurs des Douanes ont reçu une formation spéciale et ont réalisé l'énorme travail, le plus coûteux et le plus complexe, d'élaboration d'un système permettant de concilier les exigences douanières et celles de l'informatique. Puis la C.i.i. a adapté un ordinateur Iris 80 à Sofia, qui doit entrer en fonction dès l'an prochain.

Or, les Douanes, qui s'apprêtaient à prendre en charge la gestion et l'application de Sofia, en seront privées. Le ministère des Finances a, en effet, décidé d'en confier le soin à une société privée au nom bien de chez nous, la Computer Sciences International (C.s.i.). Seul un cadre supérieur des Douanes restera responsable de superviser les opérations. Certains informaticiens des Douanes, mis en congé d'administration, seront engagés sur contrat par la C.s.i. Et facturés avec bénéfices, comme l'ensemble des frais de fonctionnement de la C.s.i. concernant Sofia, à l'administration. On ne peut rêver plus royal cadeau pour le privé. Il est vrai qu'en cette matière — mais en celle-ci seulement — Giscard est un expert.

LES SILENCES DE GISCARD

Dans les réponses des candidats à l'Elysée à une enquête de « La vie catholique », Valéry Giscard d'Estaing avait carrément déclaré qu'il ne pouvait « répondre par oui ou par non à des questions touchant aux libertés individuelles » ! Il vient de récidiver dans les silences éloquents avec le questionnaire de trois syndicats de journalistes et des sociétés de rédacteurs : à l'une des questions (la responsabilité des rédactions dans la gestion de l'information), il répond par une réserve méfiante sur « une novation du droit qui entraînerait toutes sortes de conséquences dans la vie des entreprises. » Seur les deux autres (droit de tous à une information libre ; secret professionnel), il refuse purement et simplement de se prononcer.

FRANCO S'AFFOLE

Le franquisme vit dans l'angoisse : la libération du Portugal, la défaite de la Démocratie chrétienne en Italie, la perspective d'une victoire de la gauche en France, c'est trop pour les nerfs du vieux dictateur espagnol. Alors, on serre un peu plus la vis.

Au cours de la semaine dernière, trois journaux ont été saisis. « Sabado Grafico », pour avoir publié les revenus des hauts dignitaires du régime et, en face, les impôts qu'ils payaient ; pour comprendre l'intérêt de cet article, il suffit de se souvenir de la feuille d'impôts de Jacques Chaban-Delmas. Quant à « Cambio », il reproduisait des déclarations de Hugues de Bourbon-Parme sur le régime franquiste. « Hermano Lobo » est coupable, lui, d'humour sur la situation portugaise ; quelques articles trop louangeurs et chantant l'air de la liberté ont déplu à Dame Anastasie franquiste.



LES COGNEURS (suite)

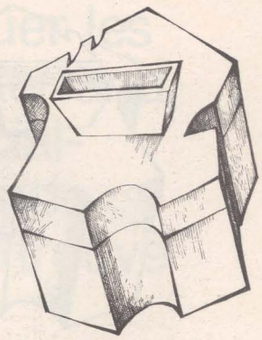
Dimanche dernier, Roger Chinaud, un des lieutenants de Valéry Giscard d'Estaing, parlait du service d'ordre de son candidat devant quelques personnalités bien parisiennes. A la même heure, au meeting de Montceau-les-Mines, un photographe de l'agence Aigles se faisait tabasser par ce même service d'ordre, qui lui dérobait en outre son appareil — il a porté plainte.

Chinaud reconnut bien qu'il y avait des membres de l'ex-Ordre nouveau et des anciens de l'O.a.s. dans ces musclés. Mais il précisa aussitôt : « Cela ne vient pas de nous, c'est la faute d'Hubert Bassot ». Ce n'est déjà pas très joli de laisser ses responsabilités à un sous-fifre. Mais Chinaud aurait dû se souvenir que, dès les élections législatives de mars 1973, il employait dans le 18e arrondissement de Paris un dénommé Gilbert Le Cavelier, ancien du Sac, ex-barbouze et ancien mercenaire.

CENSURE AU ROND-POINT

Spécialiste de sociologie politique et collaborateur du « Figaro », Jean Charlot vient de claquer la porte du journal de Jean d'Ormesson. Celui-ci avait fait passer à la trappe un article où, notamment, Jean Charlot établissait — sans peine ! — qu'en s'alliant à Jean Lecanuet, Giscard d'Estaing ne pourrait pas poursuivre la politique étrangère gaulliste. « Il me faut bien déduire, écrit Jean Charlot dans sa lettre de démission, que la raison véritable de cette censure est qu'il n'est plus désormais au « Figaro » qu'une seule façon de lire l'événement et d'éclairer l'opinion. »

L'EMANCIPATION ENFIN ?



« Il faut convaincre les cadres de participer à l'aventure de notre temps, dont ils sont partie prenante »

La Tour. Lundi 13 mai, 11 heures. François Mitterrand parle. Pour les cadres. Il ne s'agit pas pour le candidat de la gauche de faire, par journalistes interposés, un discours-séduction. Ce n'est pas dans ses habitudes. Il s'agit de parler à 21 % des salariés, de dévoiler les mensonges, d'ouvrir des perspectives.

Les cadres ont surpris. Jusqu'à présent, et cela s'explique par l'histoire de notre pays, ils votaient en majorité « à droite ». Le 5 mai, selon l'Ifop, 40 % des employés et cadres moyens ont voté à gauche. Le 7 mai, 45 % d'entre eux déclaraient vouloir voter pour Mitterrand. Le 9 mai, ils étaient 50 %. Le 13 mai, 51 %.

Ce qui explique les flots de démagogie qui se sont mis à couler. Car, entre le 7 et le 13 mai, Valéry Giscard d'Estaing est tombé de 55 à 49 % des intentions de vote. Le candidat de droite a réagi. Vite. Mais mal. Car la seule arme employée, le mensonge, n'est pas toujours payante. Et de dire que le régime de retraite des cadres disparaîtrait si, que le quotient familial serait révisé si, que la hiérarchie serait laminée si... Bref, que les cadres — baptisés riches à cette occasion — « paieraient », une fois Mitterrand élu, pour les autres.

Car pour Giscard d'Estaing les cadres ne sont que des voix. Des bulletins à obtenir cette fois-ci à tout prix. Plus tard, on verra !

Les giscardiens refusent

Pour la gauche, les problèmes ne peuvent pas se poser de la même manière. Et Mitterrand n'a pas eu de peine à répondre qu'« imaginer que la gauche pourrait avoir quelque réflexe hostile, au fond, à l'égard des cadres qui sont indispensables à notre économie, qui sont indispensables à la marche du travail, au bénéfice d'une conception qui semblerait nier toute relation hiérarchique et toute situation particulière à ceux qui remplissent ce rôle, c'est véritablement méconnaître ma pensée et celle de ceux qui sont auprès de moi. » Bien sûr, les cadres sont des électeurs, mais ils sont plus que cela. En 1962, ils représentaient 12 % de la population active. Ils en représentent 17 % aujourd'hui, soit 21 % des salariés. En 1985, ils seront 6 millions. En l'an 2000, ils seront aussi nombreux que les ouvriers. Non seulement leurs votes pèseront de plus en plus lourd, mais leur participation à la vie syndicale et politique deviendra essentielle.



Aujourd'hui, les problèmes des cadres sont de deux ordres. Les uns quantitatifs, les autres qualitatifs. Mais, à partir d'un certain salaire, les premiers recoupent les seconds.

Côté quantitatif, outre les revendications purement salariales, il y a l'autonomie du régime de retraites, la sécurité de l'emploi, le quotient familial. Derrière les termes techniques se cachent des avantages acquis, tel l'abattement forfaitaire de 20 % en matière de fiscalité. Sur ces points, la gauche n'a jamais rien dit de plus que le maintien des avantages.

Mais le domaine où seule la gauche peut apporter une solution aux problèmes des cadres est celui de la vie dans l'entreprise. Celle-ci est caractérisée par le mauvais état des relations humaines, l'absence de responsabilité réelle, le surmenage.

Il s'agit en premier lieu de développer l'information. Mais une information complète, facile à définir : les comptes des entreprises et les documents de gestion seront mis à la disposition des travailleurs, qui recevront aussi les informations économiques permettant de situer l'entreprise en même temps que la documentation concernant le personnel (rémunération, formation, etc.).

C'est à partir de cette information qu'un contrôle sur les conditions de travail peut être entrepris. C'est à partir de cette information que les cadres pourront juger la stratégie de leur entreprise.

Les changements perceptibles dans cette catégorie sociale reposent en premier lieu sur les refus successifs du patronat. Et des giscardiens. N'est-ce pas eux qui ont refusé un projet de loi d'inspiration U.d.r. sur la participation prévoyant que les cadres pourraient être représentés dans les conseils d'administration ?

" Profil " démoli

Il y a quelques années encore, le patronat déléguait aux cadres des « pouvoirs » qu'aujourd'hui il leur refuse. C'était le temps des cadres gardes-chiourme, des cadres obéissants. Les mutations technologiques, en multipliant leur nombre, ont modifié l'attitude patronale. On les a — relativement — moins bien payés. Puis on a limité leur pouvoir. Les exemples abondent des projets abandonnés sans motif apparent, des gaspillages. Sensibles à l'« efficacité » et à la rationalité industrielle, de plus en plus nombreux sont ceux qui s'interrogent sur un système incapable de « profiter », au meilleur sens du terme, de leur capacité de travail et de création.

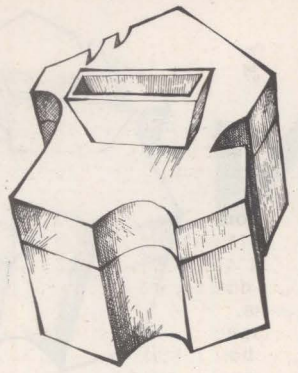
Enfin est venu le temps des concentrations. Et des licenciements. Le « profil de carrière » auquel tant de cadres sont attachés n'a plus grand sens lorsque des entreprises ferment, lorsque des bureaux d'études disparaissent. La technique, chère au capitalisme français, des concentrations financières ne permet plus à un cadre de « programmer» son avenir.

Cela suffit à expliquer les mutations politiques déjà perceptibles. Pourtant, au-delà des intérêts immédiats ou à long terme, l'inégalité de la société française a lourdement pesé dans la balance. Qu'il s'agisse des salaires des autres catégories sociales ou des passe-droits obtenus par leur patron, les cadres ne sont pas restés insensibles. Les scandales en chaîne, les subventions à peine déguisées, l'absence d'une politique industrielle cohérente ont amené nombre d'entre eux à se détacher du système actuel.

« Avant, pour un cadre, être de gauche au début de sa carrière était considéré comme un péché véniel. A condition que cela demeure un péché de jeunesse. Et, conformément à ce souhait, avec l'âge les cadres changeaient. Aujourd'hui, c'est fini. On demeure à gauche. La tête haute. » Le polytechnicien qui parle est un cadre parmi d'autres. Pour lui, la « conquête politique » d'un milieu ne s'arrête pas au soir d'une élection : « Bien sûr, il faut les convaincre de voter le 19. Mais, surtout, il faut les convaincre d'ensuite participer à l'aventure de notre temps. Construire une autre France. Aventure dont ils sont partie prenante. »

ANTOINE VIOLET

Ministre des Finances



UN PATRON DE CHOC

« Valéry Giscard d'Estaing, vous êtes un menteur ! » Dans tous les tracts des syndicats C.g.t., C.f.d.t., F.o. et C.f.t.c. du personnel des Finances, l'indignation est à son comble. « Jamais nous n'avons entendu une telle succession de contre-vérités ! » fulmine un permanent C.g.t. Et l'immense majorité des 150 000 agents des Finances, qu'ils soient de l'administration centrale à Paris, de la direction générale des impôts du Trésor, des Douanes, de l'Insee, du commerce extérieur et des prix, ou d'une autre des administrations que compte ce ministère, partagent cette colère.

S'ils sont fonctionnaires et à ce titre dépendent des décisions générales du gouvernement et de la Fonction publique concernant leurs traitements et leur carrière, leur seul et unique patron, c'est Giscard d'Estaing. Depuis 1962, il règne sans partage sur le ministère des Finances, avec un court intermède entre 1967 et 1969. « Alors vous pensez si on le connaît ! ». A l'œil nu, les promesses électorales du candidat de la droite auraient pu séduire. Mais reconsidérées à travers le prisme déformant de 11 années de pratique quotidienne, elles prennent pour les employés du Ministère l'allure inquiétante d'une vaste duperie scientifiquement organisée.

Une seule entrevue en 11 ans

Première bombe « sociale » : elle est de taille. Lors de son face à face avec François Mitterrand sur les ondes de R.t.l. le 2 mai dernier, Giscard d'Estaing déclarait : « J'ai reçu les syndicats aussitôt qu'ils en ont manifesté le désir. Et je note que depuis deux ans, dans ce très grand ministère des Finances, il n'y a pas eu le plus petit trouble social ». Une outrecuidance à couper le souffle ! Car Giscard sait bien qu'en 11 ans de présence rue de Rivoli, il a reçu une fois, et une seule, les organisations syndicales de son ministère. C'était en 1970. Il a convoqué les Fédérations le 17 février, à la suite des agressions répétées contre des perceptions et des services fiscaux. Les personnels avaient fermé leurs bureaux, cessé le travail et cela commençait à se savoir dans les journaux. L'entretien s'est poursuivi le 23 avril, les syndicats voulant engager une discussion plus large sur les revendications du personnel. Mais la séance a tourné court. « Nous nous reverrons fin mai... » a conclu Giscard d'Estaing. « Nous aurions dû lui faire préciser l'année » ironisent des syndicalistes. Cette rencontre n'a jamais eu lieu.

Les syndicats des Impôts, à côté, font figure de privilégiés. Ils ont eu l'insigne honneur d'être reçus pendant 20 minutes par le ministre des Finances le 14 mai 1973. Une fois de plus, l'audience fut accordée à la condition expresse de n'y parler que des agressions dont les personnels faisaient de nouveau l'objet. « Même Michel Debré recevait plus souvent les syndicats » affirme un permanent du syndicat général des Impôts F.o.

Giscard d'Estaing, « l'homme du dialogue pacifique et patient » comme vient de le décrire un rallié récent. « Pacifique et patient peut-être, dit un permanent C.g.t. de la direction générale des Impôts. Mais du dialogue, certainement pas. Entre toutes les administrations des Finances, c'est sûrement plusieurs centaines de lettres que nous lui avons adressées. Jamais il n'a daigné répondre. »

Quant à l'absence du « plus petit trouble social » dans son ministère depuis deux ans, il n'a pas fallu longtemps aux syndicats pour rétablir la vérité. La C.f.d.t., au cours d'une conférence de presse, a fait le compte des actions les plus importantes menées par le personnel dans l'espoir de voir aboutir leurs revendications. En 1972, les agents des Finances dans leur ensemble débrayent les 23 juin, 26 octobre et 14 novembre. Les 9, 20 et 30 novembre, ils manifestent à l'intérieur-même du ministère, jusque dans les couloirs qui mènent au cabinet de Valéry Giscard d'Estaing. Le 3 février, les agents des Finances défilent place du Palais-Royal, pour s'opposer aux sanctions prises par le ministre contre six militants syndicaux de l'Insee. Leur crime : avoir voulu « forcer le dialogue » avec leur direction. Une autre grève reste célèbre à l'Insee : celle des dactylos qui se sont opposées, pendant trois semaines, au licenciement de l'une des leurs. Sans compter les grèves à caractère plus limité : celle des attachés d'administration, celle des agents du cadastre en mai-juin 1972, la grève du zèle de douaniers à Orly, Metz, Marseille en octobre de la même année.

Début 1973, le ministre des Finances n'a pas pu ignorer non plus la grève administrative des services du Commerce intérieur et des Prix, ni la participation massive des fonctionnaires des Finances aux grèves des 11 octobre, 7 novembre et 6 décembre.

Dernièrement, encore, les services des Finances connaissaient des mouvements revendicatifs contre la super-hiérarchisation des primes. Preuve supplémentaire que Giscard d'Estaing mentait sur les ondes de



Votez Giscard vous paierez plus tard

A la pêche aux bulletins de vote, Valéry Giscard d'Estaing ne ménage ni sa peine ni notre argent. La dernière catégorie dont il veut s'assurer les suffrages : les réparateurs automobiles. La manière de faire du candidat de la droite est désormais classique. Il fait appel au ministre de l'Economie et des Finances avec lequel il est très lié, et le tour est joué. En l'occurence, la direction générale des Prix, qui dépend directement du ministère des Finances, vient d'accorder une hausse substantielle des taux de facturation de la main-d'œuvre aux réparateurs automobiles.

Après des augmentations de 5,50 % en 1972 et de 6,50 % en 1973, la profession vient donc d'obtenir, selon les catégories, et selon la région, de 25 % à 31 % de hausse. En d'autres termes, pour une réparation d'une heure effectuée par un ouvrier de la première catégorie, payé moins de 7 F par heure, le patron va pouvoir facturer 25 F au client, hors taxe. Ainsi, le tarif horaire des concessionnaires Renault de province va passer de 24 F et 25 F à 32 F et 33 F, sans compter la T.v.a.

Une fois de plus, les beaux discours anti-inflationnistes du candidat de la droite n'ont rien à voir avec sa pratique quotidienne de ministre des Finances. De plus, s'il s'est arrangé pour que tous les réparateurs automobiles aient connaissance de sa générosité entre les deux tours, Giscard d'Estaing a pris un certain nombre de précautions pour que les Français n'aient vent de ces hausses qu'au lendemain du deuxième tour de scrutin : « Afin de laisser à la direction générale des Prix le temps de mettre en place les instructions consécutives à ces négociations, écrit le 6 mai Jean Leloup, président de la Fédération nationale du commerce et de l'artisanat automobile, nous invitons nos représentants régionaux et départementaux à se mettre en relation avec messieurs les directeurs des Prix à compter du 15 mai ». La date est soulignée et la consigne du ministère des Finances fidèlement répercutée : aucun réparateur ne doit mettre en pratique ces augmentations avant le 20 mai... lendemain du deuxième tour des élections.

Enfin, dernière recommandation de Jean Leloup en provenance directe du ministère des Finance, à n'en pas douter — et qui traduit bien le mépris dans lequel on tient les Français et la volonté de les duper jusqu'au 19 mai : « Vous devez également, poursuit Leloup, éviter toute diffusion inconsidérée à l'extérieur de la profession (presse, radio, télévision) qui pourrait susciter des réactions évidemment défavorables de la part des associations de consommateurs, voire de la clientèle. »

Un oubli révélateur de l'auteur de cette lettre reflète bien les préoccupations de celui qui l'a inspirée : s'il s'agit d'éviter — même par la dissimulation — la colère des consommateurs et de la clientèle, il n'est jamais question des réactions des travailleurs de cette profession. Pourtant, leur mécontentement pourrait aussi être envisagé : ces ouvriers vont, une fois de plus, voir les bénéfices patronaux largement majorés sans qu'il soit question un seul instant d'augmenter leur propre salaire horaire, ne serait-ce que de quelques centimes.

Un oubli impardonnable, ou plutôt une volonté délibérée de ne pas tenir compte de la population laborieuse. Car Valéry Giscard d'Estaing ne pouvait pas ignorer que 130 ouvriers mécaniciens sont en grève depuis le 25 mars en Bretagne.

Depuis plusieurs semaines, ils se battent pour leurs salaires, parce qu'ils n'arrivent plus à faire face à la hausse des prix. Ce qu'ils exigent : 200 F par mois pour tous — à peine un franc par heure pour ces hommes qui travaillent plus de 50 heures par semaine — et le retour à une durée de travail hebdomadaire de 44 heures maximum. Des exigences bien raisonnables, si l'on considère les augmentations de 8 F par heure que vient d'obtenir le patronat de la profession.

« Faire du social » pour Giscard d'Estaing, c'est tellement nouveau ! Sans doute n'a-t-il pas encore assimilé le fait que les bénéficiaires d'une politique sociale doivent être les travailleurs, et non les patrons.

En attendant, les mécaniciens de Lorient et Brest durcissent leur action. Depuis le 8 mai, sur le terre-plein de la maison des syndicats à Brest et place Allende à Lorient (Morbihan), les automobilistes peuvent faire réparer leur véhicule gratuitement ou moyennant la somme qu'ils fixent eux-mêmes. Les « mécanos » se sont répartis par équipe, suivant les marques automobiles. Et, tout le monde s'étonne des résultats. Les clients découvrent que, même pour une réparation délicate, leur véhicule est rarement immobilisé plus d'une demi-journée. Quand ils demandent à payer, ils découvrent aussi qu'il y a un écart du simple au triple entre le salaire horaire que leur demandent les grévistes et les frais de main-d'œuvre qui leur sont facturés habituellement.

La première paie sauvage a pu avoir lieu, grâce à la clientèle et au soutien des organisations, syndicats et partis de gauche. En fait, si les travailleurs ont reçu chacun 500 F, le but est surtout de populariser leur lutte et de faire comprendre à la clientèle que des bénéfices énormes sont réalisés sur son dos.

Des bénéfices que Giscard d'Estaing fait tout pour maintenir dans l'ombre. Pour qu'on les oublie, il n'hésite pas à faire sur l'avant-scène une foule de promesses, tellement de promesses qu'on ne voit pas comment il pourrait les financer. Pendant ce temps, dans l'arrière-cuisine, mijote déjà la sauce à laquelle, s'il était élu, les Français seraient mangés.

C.C.

R.t.l. : il a fait procéder à des retenues sur les salaires de ceux qui ont fait la grève, après la manifestation de solidarité avec le peuple chilien, par exemple.

Giscard d'Estaing ignore ce que dialogue veut dire. Fait symbolique : il a fait installer une grille qui peut s'abaisser et couper l'accès au couloir de son cabinet. Pourtant aucune violence n'a jamais eu lieu rue de Rivoli.

Autre pièce maîtresse du plan social du candidat de la droite : « Les travailleurs doivent être associés de manière plus active à l'organisation de leur travail. » Justement, il existe au ministère des Finances un organe statutaire de consultation qui pourrait satisfaire cette exigence : le comité technique paritaire. Hélas, depuis 1968 des entraves constantes, dénoncées par la C.g.t., la C.f.d.t., F.o. et la C.f.t.c., ont été apportées à son fonctionnement normal. L'une des rares consultations de cet organisme s'est tenue le 20 mars 1974 : Valéry Giscard d'Estaing n'a pas jugé utile d'y assister. De plus, en 1973, il a accompli la prouesse de consulter ce comité sur un barème de prime qu'il avait fixé et diffusé la veille.

Enfin, pour ce champion de la participation qui assure que « dans cette amélioration les cadres ont un rôle particulier à jouer », il suffit de demander à ceux de son ministère ce qu'ils en pensent. A une enquête effectuée en février dernier, portant sur 1 337 « vérificateurs généraux », donc cadres supérieurs, 81 % d'entre eux se sont plaints « de ne pas être suffisamment associés à la définition de leur travail ». Mieux : 44 % ont reconnu ne même pas avoir été consultés sur les détails d'organisation de leur tâche. Ils reprochent tous au ministre des Finances le centralisme excessif qui entoure la moindre décision. Un exemple parmi tant d'autres : pour augmenter d'un point la prime annuelle d'une catégorie de personnel, qui passait ainsi à 38,31 F par an, il a fallu remonter... jusqu'au cabinet du ministre.

Un autre thème se retrouve dans toutes les promesses électorales de ce candidat qui se présente comme le garant du « changement sans risque » : celui de la sécurité dans l'emploi par exemple.

N'affirmait-il pas le 19 avril à Strasbourg : « La vraie priorité pour les Français, c'est l'emploi » ? Beau raccourci, qui une fois de plus, provoque l'indignation chez le personnel des Finances. Est-ce qu'il n'a pas à l'esprit les 20 à 25 000 agents non titulaires qui constituent un « matelas » permanent de personnel, corvéables à merci et licenciables à volonté ? La seule direction générale des Impôts en recensait 7 309 début 1974, sans compter les 4 300 utilisés à une opération ponctuelle et menacés de licenciement en avril. Est-ce un miracle de la période électorale ? Dans tous les cas 2 000 postes budgétaires ont été miraculeusement débloqués en leur faveur. Pour les autres, on ne parle plus de licenciements... avant le 1er juin.

Pour la sécurité dans la retraite, Giscard d'Estaing ne ménage pas — non plus — ses promesses. Une seule constatation éclaire sa pratique dans ce domaine depuis 10 ans. « On peut planifier 20 ans à l'avance le jour et l'heure de la mise à la retraite d'un agent, explique un permanent C.f.d.t. de la D.g.i. (Direction générale des Impôts). Il n'empêche qu'il faut régulièrement 6 mois pour que se ferme le dossier « salarié » et pour que s'ouvre le dossier « retraité ». 6 mois pendant lequel l'agent doit se débrouiller pour vivre car il ne touche plus un sou, ni de son salaire ni de sa retraite ».

« Jamais nous ne contesterons le droit de contester » lançait le candidat de la droite à Perpignan le 29 avril. Toujours le même goût de la formule, et toujours la même absence de signification profonde dans sa bouche. Car le droit syndical, s'il est reconnu au ministère des Finances, est contesté à tous les niveaux. Le droit de réunion, s'il existe, est entouré de conditions qui le rendent impraticable. Quant au droit de grève, déjà restreint par la loi de 1963 concernant le service obligatoire dans la Fonction publique, il est rendu encore plus difficile dans le cadre des restrictions décidées par le ministre des Finances.

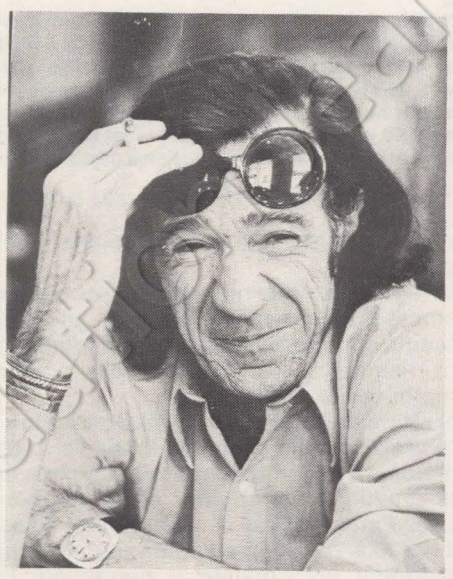
Enfin, dans ses objectifs sociaux, Giscard d'Estaing n'a pas oublié les fonctionnaires dont il vise les suffrages, malgré tout. « Les pouvoirs publics donneront l'exemple en améliorant les conditions de travail dans les administrations ». L'imposture, cette fois, touche au grandiose. A moins qu'il n'ignore que dans son propre ministère les effectifs sont à ce point insuffisants qu'ils empêchent les services de fonctionner normalement. Dans des locaux vétustes, avec un matériel dérisoire et des salaires souvent alignés sur le Smic le personnel s'efforce de respecter des cahiers de charges trop lourds. Des perturbations retardaient le versement du traitement de tout le personnel financier en janvier et février derniers. A sa grande surprise, chaque agent a alors reçu un mot d'excuse signé du ministre des Finances lui-même, assurant qu'il allait s'occuper personnellement de ce problème. Inutile d'ajouter qu'il n'était pas question, dans ce billet, des conditions de travail déplorables des auxiliaires de la Paierie générale du Trésor, qui restent parfois 36 heures d'affilée à leur poste.

Personne aux Finances n'ignore non plus que Giscard d'Estaing s'est opposé personnellement à la semaine de 40 heures en 5 jours pour ses administrations.

Sous les « objectifs sociaux » du candidat à la présidence, se cache en fait un patron de combat. Et de la pire espèce. Un de ceux avec lequel aucun droit n'est jamais définitivement reconnu aux travailleurs. Sauf celui de produire plus, sous leur diktat, et de se taire.

CHRISTINE COTTIN

DE A JUSQU'A Z



par

Henri-François Rey

P comme Petit Salazar

Et d'abord, citons.

« Ce n'est pas une nouvelle société que Giscard nous apportera, mais la révolution, la guerre civile... Giscard d'Estaing a déjà trahi le général de Gaulle, puis Chaban-Delmas. Peut-on croire qu'il ne trahira pas les Français ? Ce qui attend les Françaises et les Français, c'est la République ultra, un régime à la Charles X... Que deviendra la classe ouvrière avec de pareils maîtres ? »

Qui a écrit cela ? Question à 100 francs. Tout simplement le Centre des républicains libres, qui se définit comme soutien de la personnalité du contre-amiral Philippe de Gaulle.

A dire vrai, j'ai rarement lu une définition aussi lucide et aussi exacte de Giscard d'Estaing et de sa politique. Nous avons entendu, et par toutes les bouches conjuguées de la droite, cette indignation devant le chantage que feraient la gauche et les syndicats en cas de victoire de Giscard. A en croire ces ultras, la gauche n'accepterait pas la victoire de la droite et déclencherait immédiatement des grèves et des troubles sociaux, avec l'unique souci de se venger. Il faut être de droite, et de droite bornée, pour croire à de telles analyses et je pense qu'il est important de préciser ce point.

La droite a toujours feint de penser qu'en fin de compte les travailleurs se mettaient en grève pour leur plaisir. Et certains de nos bons réactionnaires sont même persuadés que c'est par pure paresse. En vérité — est-il utile de le redire ? — toute grève est d'abord la manifestation concrète d'une impossibilité de vivre dans certaines conditions. Poussé à bout, ayant la sensation d'être acculé dans une impasse, le travailleur fait grève pour manifester qu'il ne peut plus respirer, qu'il est asphyxié par les conditions que la société lui fait. Cela est clair, et l'Histoire nous l'apprend depuis toujours.

Alors, comment peut-on imaginer qu'une fois Giscard au pouvoir, la masse entière des travailleurs ne manifesterait pas son mécontentement et, au-delà, son désespoir ? Malgré ses numéros à la Frégoli, les travailleurs savent parfaitement quel est l'homme qui brigue la présidence de la République. Même pas un conservateur, non : un réactionnaire. Un technocrate glacé dont la seule politique est d'enrichir les riches en appauvrissant les pauvres. L'incarnation même du capitalisme sauvage. L'homme des sociétés multinationales. Le fondé de pouvoir des trusts, dont la seule mission est d'accroître, par tous les moyens — légaux et illégaux — les profits capitalistes. Sa politique passée en est la lumineuse preuve. Comment se pourrait-il alors que les travailleurs, dans l'hypothèse de son élection, acceptent sans sourciller, passivement, une telle politique répressive ? C'est tout bonnement impossible. Il est tout bonnement impossible de penser que plus de douze millions de producteurs réels acceptent pour des années d'être parqués dans un ghetto et de recevoir, de temps en temps, quelques miettes sociales chichement attribuées.

En vérité, l'élection de Giscard, c'est mathématiquement, et pour de longues années, la paix sociale profondément perturbée. Et l'unité même de la France, menacée. C'est logique.

A partir de cela, imaginons le pire : Giscard élu. Et établissons un scénario valable pour les deux ou trois ans à venir. Giscard est au pouvoir, avec ses hardis compagnons qui s'appellent Poniatowski, d'Ornano et l'ineffable Lecanuet. Leur politique sociale et économique, nous la connaissons. La logique réponse des travailleurs, nous la connaissons. Qu'est-ce que peut faire, et que fera Giscard devant de justes et humaines revendications ? Dans un premier temps, lâcher du lest. Quelques octrois — car Giscard octroie — concernant le relèvement du Smic, une faible augmentation du minimum vieillesse, quelques améliorations des allocations familiales... Mais c'est la limite même de sa politique sociale. Pour le reste, augmentation réelle des salaires, amélioration réelle des conditions de travail, aménagement réel des conditions de vie, politique réelle des transports publics, égalité réelle devant l'impôt, pas question. Car ce serait, pour lui, trahir ce qui lui sert de philosophie, et surtout ceux qui le mettraient au pouvoir. Alors, blocage, refus des revendications. Alors, affolement. Alors, recours à l'article 16. Alors, premier pas vers la dictature, vers un régime autoritaire, non pas à la Hitler ou à la Mussolini, avec leur idéologie bidon, mais à la façon « moderne » et « technocratique », dont les Brésiliens connaissent les charmes et les agréments.

Le Portugal vient de revenir dans l'Histoire. Et il est intéressant — car il y a des coïcidences — de comparer Salazar à Giscard. Celui qui, pendant 40 ans, plongea son pays dans la misère et dans le désespoir n'était pas à proprement parler un fasciste. Economiste et ministre des Finances, comme Giscard, chargé par les grand intérêts capitalistes du pays, comme Giscard, de gérer la nation, il n'avait rien, le cher homme, contre les travailleurs. Il leur demandait simplement d'être esclaves et soumis. Les travailleurs ne l'entendirent pas. Alors, à son corps défendant — il l'écrivit — il établit la féroce dictature qu'ont connue pendant 48 ans les Portugais. Une dictature « par la force des choses », si l'on peut dire.

Ce risque, nous le courons, et singulièrement, si Giscard est élu. Depuis 48 ans, les pouvoirs de l'argent se sont accrus, les moyens de pression et de répression se sont affinés. Le cynisme même du capitalisme est devenu tel qu'il est probable que, pour se sauver, il utilise tous les moyens. Je dis bien tous.

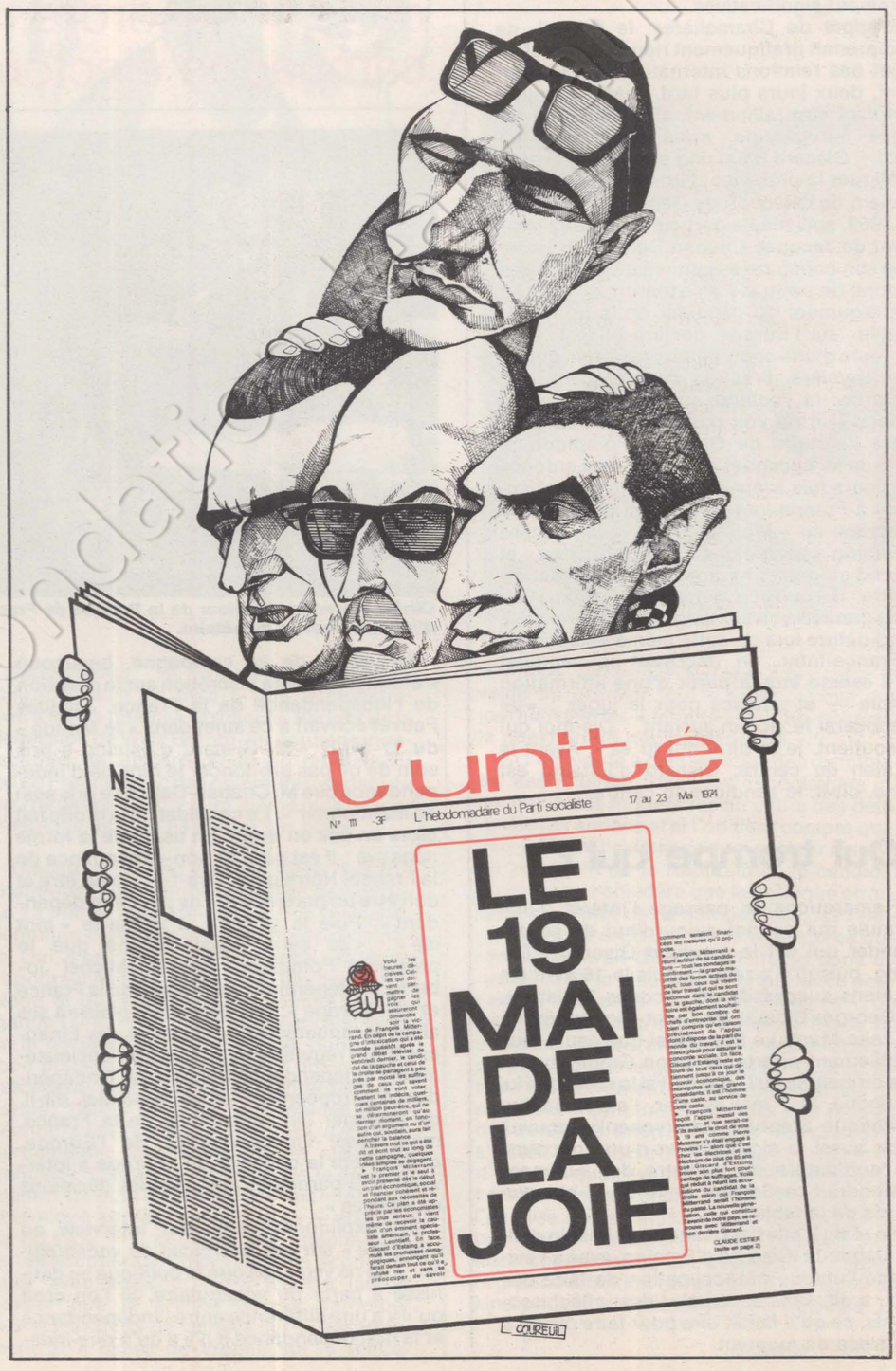
Non seulement pour les travailleurs, mais pour l'énorme masse des Français qui votent Giscard et qui ne sont pas pour autant des nantis, l'éventualité de l'arrivée au pouvoir de cet homme est tout simplement une tragédie. Le diviseur de la France, en bonne logique, c'est lui. Il porte en lui tous les éléments des tempêtes qui peuvent, une fois de plus, briser et déchirer ce pays.

l'unité

L'hebdomadaire du Parti socialiste

LE JOURNAL DE LA CAMPAGNE DE MITTERRAND

Pour aider à la victoire du candidat de la gauche, faites autour de vous des abonnements spéciaux à l'Unité
10 semaines
20 francs.



BULLETIN
D'ABONNEMENT
SPECIAL

A RETOURNER A L'UNITE,
41 BOULEVARD MAGENTA
PARIS 10ème

Pour M., Mme, Mlle .....

.....

Demeurant .....

.....

.....

je désire souscrire un abonnement spécial de 10 semaines pour 20 francs que je vous adresse

par chèque bancaire ☐
par chèque postal ☐
ou virement
au C.C.P. L'Unité
3034980 La Source ☐

Le bulletin d'abonnement normal d'un an est en page 30.

Coll. Fondation Jean Jaurès

LE CHAMPION DU SLALOM

La campagne électorale de Valéry Giscard d'Estaing a parcouru, depuis sa déclaration de candidature, des étapes qui sont intéressantes à suivre dans tous les domaines. Le programme du candidat de la droite a subi en effet des fluctuations, des retours en arrière et des contradictions qui portent à réfléchir. L'exemple de ses propositions en politique étrangère sont particulièrement significatives.

L'appel de Chamalières, le 8 avril, ne comprenait pratiquement rien de concret au sujet des relations internationales. Cependant, deux jours plus tard, Jean Lecanuet, justifiant son ralliement, s'écriait : « La relance européenne, nous sommes d'accord ». Giscard d'Estaing allait alors avoir à expliquer la présence d'un allié qui, au lendemain de l'élection de Georges Pompidou en 1969, sollicité de participer au gouvernement de Jacques Chaban-Delmas, avait refusé son concours essentiellement pour des raisons de politique étrangère.

L'argument du candidat de la droite fut simple : sur l'Europe, déclara-t-il le 11 avril au cours d'une conférence de presse, qui est « la première direction dans laquelle doit s'exercer la vocation internationale de la France », il ne voit pas « de contradiction entre l'attitude de Georges Pompidou et celle de M. Lecanuet ». Le clou sera enfoncé plusieurs fois avant le premier tour, notamment à France-Inter le 16 avril et dans une interview au « Monde » le 3 mai. Giscard d'Estaing a besoin des voix « centristes » et entend se présenter comme le candidat du centre. Il confirme nettement l'orientation ainsi donnée à sa campagne et l'allure de sa candidature lors de cette même déclaration à France-Inter, en décrivant le candidat qu'il estime être, à partir d'une affirmation simple — et efficace pour le juger : « Je proposerai le slogan suivant : Dis-moi qui te soutient, je te dirai qui tu es ». Ayant le soutien du centre, Giscard d'Estaing est donc, dit-il, le candidat du centre.

"Qui trompe qui ?"

Remarquons au passage l'intérêt d'une formule qui permet aujourd'hui de se demander qui est le candidat Giscard d'Estaing, puisqu'il a reçu depuis le 16 avril les soutiens successifs de Jacques Soustelle, de Georges Bidault, de Tixier-Vignancour et de Jean-Marie Le Pen, ainsi que ceux, plus subtilement offerts, de Léon Gingembre et des dirigeants du C.n.p.f. Et si la visite que lui a rendue, le 7 mai dernier, l'ambassadeur soviétique Stéphan Tchervonenko pouvait avoir aussi la signification d'un concours, la candidature du ministre des Finances deviendrait réellement celle de la chauve-souris de la fable.

En réalité, elle l'est, sans avoir besoin d'aller jusque-là. Giscard d'Estaing, avec à l'évidence l'unique préoccupation de faire des voix, a dit, sans se soucier des infléchissements, ce qu'il fallait dire pour faire plaisir à ses alliés du moment.

S'il était élu, Giscard pourrait faire n'importe quoi, ayant à peu près tout dit, successivement et dans le désordre, au cours de sa campagne électorale.



Olivier Wormser, directeur de la Banque de France, Giscard d'Estaing et Pierre-Paul Schweitzer lors d'une conférence monétaire.

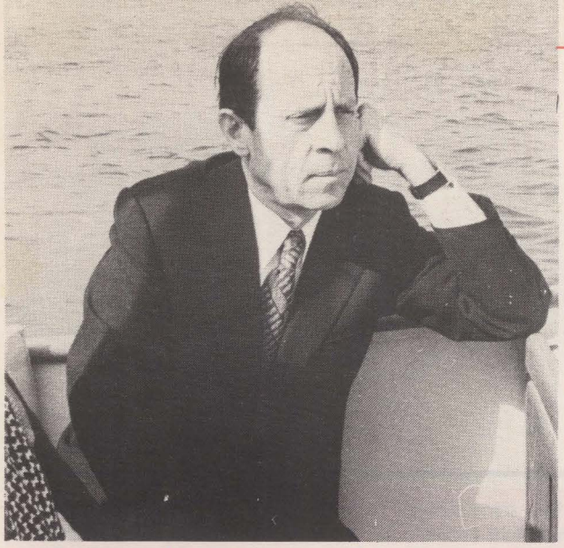
Au début de sa campagne, beaucoup s'étonnèrent de sa discrétion sur la question de l'indépendance de la France. Jacques Fauvet écrivait à ce sujet dans « le Monde » du 11 avril : « M. Giscard d'Estaing a pris soin de ne pas prononcer le mot clé d'indépendance que M. Chaban-Delmas a pris soin de mentionner ». Le candidat de la droite fait alors un pas en avant, en usant de la forme négative : il est pour la non-dépendance de la France. Notre pays, dira-t-il, « peut être et doit être un partenaire, il ne peut être dépendant ». Puis le 16 avril, il utilise le « mot clé » : « Je serai aussi attaché que le président Pompidou, que M. Michel Jobert à l'indépendance nationale de la France et de l'Europe ». Car, pour faire plaisir à ses alliés lecanuettistes, le ministre des Finances mêle régulièrement et consciencieusement l'indépendance française et l'indépendance européenne : « Il est essentiel, dit-il, de protéger l'indépendance de la France, mais aussi l'indépendance de l'Europe, c'est-à-dire la capacité de l'Europe à intervenir et à participer aux grandes décisions mondiales ».

Il s'expliquera dans son interview au « Monde » sur ses exercices de vocabulaire : « Je ne veux pas que la politique se définisse à partir du vocabulaire. Si l'on croit qu'il y a une différence entre l'indépendance et la non-dépendance il n'y a qu'à dire indépendance ». On ne peut être plus ferme dans ses convictions !

Bien entendu, du côté de Chaban-Delmas, on pique à ce sujet le maire de Chamalières. Avec cette douceur hypocrite qui le caractérise, Alain Peyrefitte affirme que la candidature de Giscard d'Estaing est une « aubaine » pour la gauche qui, « avec ces simplifications que comporte toute polémique », pourra parler du « candidat du dollar ». Le maire de Bordeaux est plus catégorique le 30 avril : « Avec Giscard, il y a un glissement certain vers l'atlantisme. De sa part, pour des raisons techniques en tout cas, il y a un glissement instinctif vers ce que l'on appelle l'atlantisme, c'est-à-dire non pas la fidélité à l'Alliance, mais vers la tendance Lecanuet. D'ailleurs, comment peut-on être à la fois avec M. Jobert et avec M. Lecanuet ? ».

Ce dernier met d'ailleurs les points sur les i. Le même jour, il écrit dans « le Monde » : « Quant à la politique étrangère, l'entente était d'autant plus aisée que, de part et d'autre, sur l'Europe comme sur l'alliance atlantique, nos positions étaient depuis longtemps très proches ».

La boucle est ainsi bouclée : Giscard d'Estaing n'a jamais cessé d'être d'accord avec Pompidou et Lecanuet n'a jamais cessé d'être d'accord avec Giscard d'Estaing. Un



Michel Jobert.



Jean Lecanuet.

sophiste constaterait alors que Lecanuet n'a jamais cessé d'être d'accord avec Pompidou, ce qui conduit à se demander pourquoi Lecanuet n'a pas été ministre des Affaires étrangères de Pompidou. « Qui trompe qui ? », interrogeait avec quelques raisons Chaban-Delmas.

Giscard d'Estaing s'en tirera par une pirouette. Questionné par les journalistes du « Monde », il dira le 3 mai : « Personne n'exprime dans cette affaire l'ensemble des vues de personne ». D'ailleurs, ajoute-t-il, ce sont des raisonnements parisiens et la France ne s'occupe pas de cela : « Ce qui se passe d'abord, c'est que les Français cherchent un président. Ils ne cherchent pas du tout à savoir s'il y a, derrière tel ou tel candidat, un comité Théodule, comme on disait ». Nous sommes déjà loin du « Dis-moi qui te soutient, je te dirai qui tu es ».

Non en avril, oui en mai

Une fois passé le premier tour et ayant acquis le droit d'être l'adversaire, au nom de la coalition des droites, de François Mitterrand, le ministre des Finances continue son slalom. Ses alliés ne sont pas toujours habiles : le 7 mai, alors qu'il reçoit l'ambassadeur Tchervonenko, le triumvirat Lecanuet-Chirac-Stehlin se livre à une démonstration à la fois odieuse et ridicule. Partant de la démission de Willy Brandt, les soutiens indéfectibles de Giscard d'Estaing proclament qu'en France, avec des communistes dans le gouvernement, il n'y aura même plus besoin d'espions, puisqu'ils seront sur place.

Giscard d'Estaing va donc serrer ses déclarations, pour ne mécontenter personne. Le 13 mai — date historique — il tente une définition complète de sa politique étrangère. Oui, il est pour l'indépendance nationale et poursuivra la politique de Georges Pompidou et de Michel Jobert, comme lui demande l'U.d.r. Oui, il est pour l'accélération de la construction européenne, pour l'Europe politique en 1980 et pour une relance immédiate, comme le lui demande Jean Lecanuet. Oui, il est pour une défense européenne, dans laquelle s'intégrera, avec une participation allemande, l'arme atomique française, comme le lui demande le général Stehlin. Et, pour effacer le mauvais effet de la polémique sur les communistes — espions de l'U.r.s.s. — il souligne son attachement au développement des relations économiques avec Moscou. Il ira jusqu'à laisser penser que la France devrait participer aux discussions de Genève sur le désarmement et à celles de Vienne sur la réduction des forces en Europe alors qu'à la veille du premier tour il avait opposé aux journalistes du « Monde » qui lui posaient la question un non catégorique.

Si l'on ajoute à cela les attitudes du ministre des Finances dans les négociations internationales monétaires au cours des deux dernières années et si l'on tient compte que, tout en niant l'existence d'un secteur réservé au président de la République, le candidat de la droite considère que la politique étrangère est plutôt de sa compétence, les Français sont en droit de s'interroger sur ce que leur réserverait Giscard d'Estaing dans un domaine de la plus grande importance pour l'avenir du pays. Le « pragmatisme » du candidat de la droite n'a jamais cessé de s'exercer depuis un mois sur les questions de politique étrangère, un pragmatisme tenant exclusivement compte des besoins de ses alliés intérieurs et non pas des réalités des relations internationales. En pratique, s'il était élu, Giscard d'Estaing pourrait faire n'importe quoi, ayant à peu près tout dit successivement au cours de sa campagne et l'analyse de ses attitudes par rapport à ses promesses deviendrait alors un exercice aussi compliqué qu'une exégèse de la Bible, la grande ambition de la France se résumant ainsi pour lui à la grande ambition d'être élu.

CLAUDE FUZIER

Fondation Jean Jaurès

changer la vie sociale et économique

UGIMAG A TENU BON

Victoire chez Ugimag : il aura fallu 45 jours de grève aux 750 travailleurs de cette fabrique d'aimants, située dans l'Isère, à Saint-Pierre d'Allevard, pour obtenir satisfaction. Cela n'a pas été sans peine : la direction n'a pas ménagé les grévistes, allant jusqu'à faire citer en justice 14 militants syndicaux — elle a d'ailleurs été condamnée pour cette entrave au droit syndical. Mais les grévistes (plus de 90% des travailleurs) ont tenu bon : ils ont obtenu un rattrapage des salaires de 1973 et une augmentation de 3% au 1er avril, ce qui porte le salaire minimum (pour 40 heures de travail par semaine) à 1 400 F.

GISCARD EMBAUCHE

Je pourrais faire entrer des syndicalistes dans mon gouvernement, a déclaré en substance Valéry Giscard d'Estaing, pour prouver, sans doute, sa « bonne volonté » sociale. On peut se demander lesquels. Il suffit de procéder par élimination pour se rendre compte que le choix du candidat serait des plus réduits. Il ne peut s'agir évidemment ni de la C.g.t., ni de la C.f.d.t., ni de la Fen, qui sont engagées à fond dans la bataille pour la victoire de la gauche. Il n'est pas question non plus de F.o. : si ses statuts l'empêchent de prendre parti pour un candidat, son secrétaire général, André Bergeron, n'en a pas moins précisé, lors d'un congrès départemental de F.o. : « Le syndicat Force ouvrière n'acceptera jamais d'être membre d'un gouvernement quel qu'il soit... Il est exclu qu'un dirigeant de Force ouvrière accepte quelque responsabilité que ce soit dans les circonstances présentes. »

Que reste-t-il ? La C.f.t. ? De quoi remettre à leur juste place les élans sociaux de Giscard !

TRAFIC D'HOMMES

Trafic de main-d'œuvre, conditions de travail infernales. La grève que mènent neuf travailleurs turcs, depuis plus de 15 jours à Aix-en-Provence, est exemplaire : elle illustre comment on traite, en France, la main-d'œuvre immigrée.

Ces neuf travailleurs sont employés par un grand patron de la région d'Aix, Bernard, qui possède carrières, fermes et usines. Les syndicalistes qui les soutiennent racontent comment ils sont arrivés en France : « Ils ont été introduits clandestinement par des trafiquants qui officient sous le couvert d'une « Société internationale d'autocars turque ». C'est un trafic organisé avec la complicité de certains patrons français. Ensuite, ils ont été traités comme du bétail : ils travaillaient 12 heures par jour, 6 jours par semaine, avec une demi-heure de pause pour le repas. Jour et nuit, ils devaient garder le chantier avec un fusil donné par le patron. Ils avaient l'ordre de tirer sur n'importe qui. Un autre exemple des méthodes appliquées par ce patronat de choc : une note affichée, datée du 8 avril 1974, rappelle au personnel que « le travail débute le matin à 7 h. Tout retard sera sanctionné par une diminution de la prime. Tarif : 5 minutes de retard : 50 F ; 10 minutes de retard : 100 F, etc. »

Le 30 avril, les travailleurs turcs en ont assez. Ils se mettent en grève et déposent une plainte au Palais de Justice d'Aix pour que les trafiquants et leurs complices soient sanctionnés et pour obtenir tous leurs droits. L'histoire commence à se savoir dans la région. Leur patron vient les voir. « D'abord, raconte un syndicaliste, il a accepté de régulariser la situation des grévistes si ceux-ci retiraient leur plainte. Ils ont refusé ce marchandage. Alors, quand Bernard est revenu les voir, il leur a dit : vous n'avez qu'à rentrer chez vous en Turquie. » Depuis, la grève continue. Une grève édifiante.

ECOLES : ON FERME

Joseph Fontanet est un homme actuellement très occupé. Par la gestion du ministère de l'Education nationale ? Non : par sa campagne en faveur du candidat de la droite. Mais qu'on se rassure : ses technocrates travaillent et préparent la rentrée. Dans l'ombre. Et à leur façon.

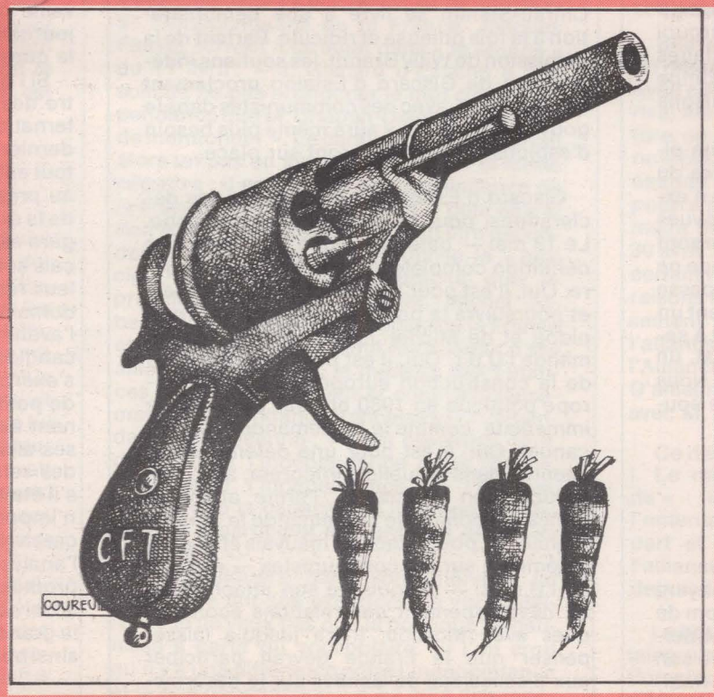
C'est ainsi que, sous prétexte de lutter contre l'invention par certains chefs d'établissement d'« élèves fantômes » destinés à faire augmenter le nombre de postes mis à leur disposition, et sous couleur de mieux équilibrer l'encadrement, des fermetures de postes se préparent dans de nombreux établissements. Le rectorat de Créteil envisage la suppression de 316 postes, transférés à d'autres établissements dont les effectifs d'élèves croissent.

Le but de la manœuvre est clair : il s'agit de déshabiller Paul pour habiller Pierre. Les résultats seront également très clairs : on bourrera les classes à 35 élèves dans le premier cycle, et à 40 dans le second. Il s'ensuivra une surcharge des classes qu'on était parvenu à réduire progressivement depuis 1970.

Le recteur de Créteil laisse entendre qu'il tient mille postes en réserve, qu'il débloquera en partie à la fin juin, en partie à la rentrée, et qu'il n'y a donc pas lieu de s'inquiéter.

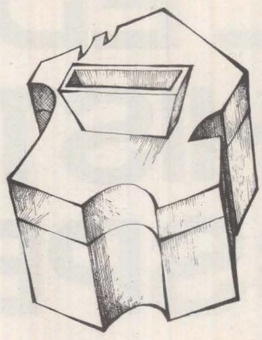
En réalité, rien n'indique que ces postes seront débloqués. C'est tout au plus, pour le moment, un engagement vague et verbal. Au contraire, dans la frénésie de flagornerie qui s'est emparée des rectorats depuis le renvoi du recteur Bruche de Créteil, il y a quelques mois, tout indique que d'aucuns feront le maximum pour se faire « bien voir » de leurs supérieurs.

L'enseignement primaire est, à Paris même, victime de procédés similaires. Depuis plusieurs semaines, on parle de supprimer pour de nombreux directeurs les décharges de classe auxquelles ils ont droit — ils n'enseignent plus — quand leur établissement dépasse un certain effectif. Comme Paris, en maints endroits, se dépeuple, c'est bien facile. Mais qui paiera les pots cassés ? D'abord les directeurs, surchargés de travail. Mais pas seulement eux ; car qu'est-ce qu'un maître qui, en plus de son service normal, doit être à la fois surveillant général, économe, secrétaire administratif et coordonnateur pédagogique, sinon un monsieur qui s'épuise, ou bien qui accomplit mal ses tâches, voire les deux à la fois ? Dans ces cas, « les enfants trinquent »...



Libertés

DES JOURNALISTES INDIGNÉS



« Une profession qui perd la capacité de s'indigner risque le pire », lit-on en épigraphe du « Livre blanc sur l'Information à l'O.r.t.f. » publié lundi dernier par la section O.r.t.f. du Syndicat national des journalistes. Une centaine de pages en forme de ras-le-bol, pour confirmer avec force exemples ce que la gauche n'a cessé de dénoncer depuis des années : la transformation de l'Office en officine de propagande gouvernementale, le filtrage et la sélection des informations, la censure et l'autocensure comme pratiques quotidiennes, les atteintes au droit de grève et à la liberté d'expression. Ces abus s'avèrent d'autant plus graves que, comme le souligne le S.n.j., l'O.r.t.f. est l'unique source d'information de plus de la moitié des Français. Au cœur de l'actuel grand débat national, il fallait que le peuple de France sache ce qui se passe à l'O.r.t.f. Grâce à cette plaquette, c'est désormais chose faite.

1945 avait vu naître un monopole d'Etat. A partir de 1958, on a eu droit à un monopole de gouvernement. Tous ceux qui ont essayé d'échapper à ce carcan ont été balayés : 72 licenciements après la grève de 1968, opération de normalisation et éviction de Pierre Desgraupes et de son équipe en 1972. Sur ordre de l'Elysée, c'est évident. Georges Pompidou en a d'ailleurs fait l'aveu public au cours de sa conférence de presse du 22 septembre 1972 : « Le journaliste de télévision n'est pas tout à fait un journaliste comme les autres », il doit être « la voix de la France », c'est-à-dire la voix de ses maîtres.

« L'avortement, le régime pénitenciaire, l'armée, le proxénétisme, la police, la Justice, la spéculation financière, les groupes pharmaceutiques, les travailleurs immigrés, etc., voilà une liste non limitative de sujets qui provoquent immanquablement des réactions de défiance de la part des responsables. Ces sujets font problème. Ils divisent l'opinion. Ils attirent des ennuis. Mieux vaut ne pas les traiter. »

Veut-on des exemples de ces affirmations du S.n.j. ? En 10 mois, Bernard Pons, alors secrétaire d'Etat à l'Agriculture, est passé 217 fois à la télévision régionale. Par contre, le 14 mars dernier, le rédacteur en chef de « 24 heures sur la une » a ordonné à ses troupes de « mettre une sourdine sur l'annonce des conflits sociaux et des manifestations. » Par contre, un reportage sur le travail des femmes à Millau a été supprimé. Par contre, la 1ère chaîne n'a jamais rendu compte de la conférence de presse du comité de liaison Presse-Police-Justice pendant l'affaire des micros du « Canard enchaîné ». Par contre, les Français n'ont jamais su — par leur téléviseur — que des dizaines de milliers de jeunes ont manifesté en faveur d'Angela Davis en octobre 1971. Par contre, personne n'a vu les images prises au cours d'un grand rassemblement de travailleurs espagnols à Montreuil en juin 1971. Par contre, la rédaction en chef de la 1ère chaîne a refusé au docteur Aron-Brunetière la possibilité d'expliquer aux Français les dangers d'utilisation de certains produits de beauté. Il faudrait ajouter à ces cas choisis au hasard les nombreux coups de ciseaux donnés dans les films ou bandes diffusés dans les territoires d'outre-mer. Et le matraquage pro-gouvernemental, le temps d'antenne favorisant la majorité parlementaire (71,32 %) au détriment de la gauche (22,95 %), des réformateurs (4,09 %) et des divers (1,64 %), selon une étude sur le journal télévisé de la 1ère chaîne en 1972-1973.

Le résultat de tout cela est évidemment une « dépolitisation constante » du pays. Et de fait, constate le S.n.j. « le conformisme, la banalité et l'anecdote caractérisent l'information télévisée ». Autant dire le règne de la médiocrité et du mensonge. Et n'oublions pas que ce muselage a encore été aggravé par la récente création de la « délégation à l'Information ». Ce qui s'inscrit dans un contexte général de mainmise du Pouvoir sur l'ensemble de la presse par sociétés ou monopoles interposés: Prouvost, Amaury, Hachette...

Parce qu'ils ne veulent plus être réquisitionnés un jour de grève, parce qu'ils ne veulent plus subir les menaces et pressions de la droite, parce qu'ils ne veulent plus être complices d'une information édulcorée et asservie, les journalistes du S.n.j. ont choisi de s'indigner publiquement. Signifiant ainsi très clairement qu'ils mettent leur espoir dans un changement radical de l'O.r.t.f. et de leur propre statut. C'est dire qu'ils seront attentifs au verdict du 19 mai.

JEAN-PAUL LIEGEOIS

Coups de ciseaux

Des hommes « sûrs » ont donc été mis en place pour encadrer les journalistes et veiller au grain : ce qui est gênant pour le gouvernement est systématiquement tu, ce qui peut lui être agréable est soigneusement gonflé.

Guy Nania
Docteur ès Sciences Politiques

Le P.S.U. AVANT ROCARD

Présentation de
Jean Poperen

Membre du bureau exécutif
du Parti Socialiste
Député du Rhône

Offre spéciale aux lecteurs de L'UNITE :
26,65 F franco (au lieu de 37 F)
aux
EDITIONS ROBLOT
8 bis, rue de Châteaudun
75009 PARIS

● **CCP : La Source 31-888-50**

Des oreilles partout

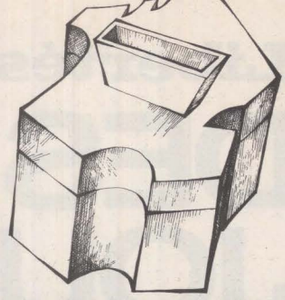
Les écoutes téléphoniques ne concernent pas que des hommes de l'opposition, « mais aussi de la majorité, des hommes en disgrâce, tel ce gaulliste de gauche épié jusqu'à son dernier souffle ». Voici une des informations qu'a données Louis Trohel, secrétaire général adjoint de la Fédération Police C.f.d.t. au cours d'une conférence de presse tenue mardi à Paris. Jean-Pierre Michel, un des dirigeants du Syndicat de la magistrature et Me Henri Leclerc du Mouvement d'action judiciaire, y prenaient aussi la parole.

Un même but : dénoncer les atteintes aux libertés. Un même moyen : citer des faits précis. Louis Trohel n'y a pas manqué. Il a, par exemple, donné ce conseil : « Si vous ne voulez pas être victimes d'oreilles indiscrètes lors de vos réunions, nous ne vous recommandons pas les salles du Palais de la Mutualité. Ce ne sont pas les plus sûres. » Et il a ajouté : « Si le gouvernement le décidait et pour peu que les moyens techniques et en effectifs le permettent, 10 000, 20 000, 50 000 personnes pourraient être épiées, surveillées, percées à jour presque dans leur intimité ».

Mais, au-delà de ces faits, les promoteurs de la conférence de presse avaient un autre but : montrer comment une telle situation est possible. Jean-Pierre Michel a repris les thèses de son syndicat sur le rôle de la Justice dans la société capitaliste. Louis Trohel a précisé sa position de syndicaliste policier : « A ce titre, il nous appartient de dire que lorsque, à propos d'atteintes aux libertés, nous sommes amenés à mettre nos collègues en cause, nous ne perdons jamais de vue qu'ils ne sont que les exécutants d'orientations, de directives, d'ordres, à l'élaboration desquels ils n'ont la plupart du temps aucunement participé. Ils sont, la plupart du temps, mis dans une situation telle qu'ils n'ont d'autre possibilité que se soumettre ou se démettre ».

Des atteintes aux libertés, il y en a sans cesse. Il faut donc les dénoncer. Mais le problème de la Justice, de la police est au-delà. Il passe d'abord par la formation des cadres. Encore un exemple significatif : les inspecteurs de police qui seront promus en juin 1974 n'auront subi qu'un stage de deux mois. C'est peu, trop peu. Et ce n'est pas un hasard si tous les véritables syndicats de police se battent pour une amélioration de la formation. Et que le Pouvoir leur répond toujours par le silence.

L'EDIFIANTE HISTOIRE DE ‹SPECIAL-BANLIEUE›



Depuis trois semaines, « l'Unité » s'intéresse aux feuilles anti-Mitterrand. Des opérations qui se voulaient toutes anonymes. Nous avons déjà pu démasquer les auteurs de la « Lettre confidentielle aux cadres supérieurs », du « Spécial-enseignants » et de « France-Matin ». On y retrouve toujours deux hommes, Georges Albertini et Emmanuel Lepoyvre. Et des liens avec les giscardiens et l'extrême droite.

Le 1er septembre 1973, cinq jeunes gens créent la société S.e.r.v.i.c.e. C'est-à-dire la « Société d'études et de recherches visuelles, d'impression, de composition et d'édition ». L'étiquette est longue. Mais elle est à la mesure de leurs ambitions et des petites combines qui vont se cacher derrière cette société.

Trois mois plus tôt, le ministre de l'Intérieur, Raymond Marcellin, a pris la décision de dissoudre l'organisation Ordre nouveau. Pour ces membres et pour ces cinq jeunes gens, le coup est rude. Pendant tout l'été, ils ont réfléchi et ils ont préparé leur plan. D'abord, les membres d'Ordre nouveau vont se reconstituer à travers une nouvelle organisation, Faire front. Et puis, on va créer une société commerciale sans apparence politique et sans étiquette précise qui permettra de faire rentrer discrètement de l'argent et de poursuivre des activités extrémistes.

La société S.e.r.v.i.c.e. est donc créée. Tout est parfaitement légal. C'est une société anonyme à responsabilité limitée, au capital nominal de 20 000 F divisé en 200 parts. Gérard Penciolelli (24 ans) possède 80 parts de cette société et se fait nommer gérant. Alain Renault (26 ans), 40 parts, Jacques Marchal (28 ans), 40 parts, Jean-Marc Mathieu (32 ans), 20 parts et Catherine Barnay (22 ans), 20 parts.

Ces cinq jeunes gens se connaissent bien. Trois d'entre eux, Gérard Penciolelli, Alain Renault et Catherine Barnay, sont membres du comité exécutif de Faire front ; Jacques Marchal, lui, est membre de son Bureau politique. Quant à Jean-Marc Mathieu, c'est un ancien responsable de secteur d'Ordre nouveau.

Ils ont le capital, les statuts de la société, il leur faut encore trouver des locaux. Justement l'un des cinq, Jean-Marc Mathieu, possède une librairie, « La Vouivre », au 11 de la rue Saint-Martin à Paris, dans le 4e arrondissement. Là aussi, il s'agit d'une société au capital de 20 000 F. Un bail est signé entre S.e.r.v.i.c.e. et la société La Vouivre. Il concerne les lots 79 et 80 d'un premier sous-sol au 11 de la rue Saint-Martin. Loyer mensuel : 1 400 F par mois.

Dans ces nouveaux locaux, nos cinq jeunes gens s'installent. Ils disposent très vite de matériel de composition offset et d'une ligne téléphonique, le 278.78.19. Il ne leur manque qu'une inscription au registre du commerce, ce sera le numéro 73 B 65 11.

Cette petite société peut donc commencer à fonctionner. Tout d'abord, en novembre 1973, on la trouve au centre d'un marché qui porte sur 10 000 tonnes de papier journal. Cette transaction s'est faite entre l'Association pour la promotion des échanges commerciaux et touristiques avec Taïwan, avenue Franklin-Roosevelt à Paris, et Christian du Bongain, qui travaille au Centre d'études asiatiques. Il s'agit, là encore, d'une officine patronale qui se charge de défendre et de promouvoir les intérêts des industriels français dans le Sud-Est asiatique anticommuniste. C'est-à-dire la Thaïlande, le Vietnam du Sud et Taïwan.

L'adresse de cette officine : 199, boulevard Saint-Germain, Paris 7e. C'est là justement que sont installés l'« Association pour la liberté économique et le progrès social », responsable de deux feuilles anti-Mitterrand **(voir nos numéros précédents)** et Georges Albertini, ancien bras droit de Marcel Déat. aujourd'hui reconverti dans le giscardisme actif. Au cours actuel du papier, soit 2 000 F la tonne, nos cinq jeunes gens auraient dû toucher une commission qui se situerait entre 500 000 et un million de francs.

La société S.e.r.v.i.c.e., pendant tout ce temps, se charge aussi de l'impression du journal « Faire front », organe des anciens d'Ordre nouveau. Dans ses éditoriaux, François Brigneau ne manque jamais d'adjectifs pour y flétrir et injurier les membres de l'U.d.r. Cela n'empêche pas la société S.e.r.v.i.c.e. de passer des petits contrats avec l'U.d.r. Exemple : en mars 1974, S.e.r.v.i.c.e. réalise 2 000 journaux de 4 pages pour le compte du 123, rue de Lille. Ce marché est passé avec Mlle Sophie Durand-Gasselin, responsable de l'U.d.r. Titre de ce journal : « Une révolution dont on ne parle pas : la participation ». Et en bas à droite, ce slogan : « Ni capitalisme sauvage ni communisme totalitaire, une troisième voie : la participation ». On nage dans la haute littérature.

Mais la société S.e.r.v.i.c.e. a de plus vastes ambitions. Au début de l'année 1974, ses responsables concoctent un très large projet. Il s'agit du lancement d'un journal bimensuel de 12 pages, distribué gratuitement dans les six départements de la banlieue parisienne. Ces promoteurs l'expliquent ainsi dans une note de synthèse : « Dans les banlieues parisiennes, un des principaux dangers politiques est la pénétration et la propagation du Parti communiste et de la gauche ; on y rencontre, là plus qu'ailleurs, des affichages réguliers, des points de vente de journaux, des tracts ou des bulletins dans les boîtes aux lettres, des réunions d'information sur n'importe quel thème, des comités de défense ou autres... Il faut une formule attractive, peu politisée en apparence, qui attire l'attention et l'intérêt de tous, qu'ils soient favorables ou non. Cette formule se présente sous la forme d'un journal. »

Pour lancer cette opération, nos cinq jeunes gens comptent utiliser le journal « Spécial-banlieue », dirigé par Alain Madelin dans la circonscription électorale de Vanves-Issy-les-Moulineaux-Malakoff. Ce Républicain indépendant a été candidat malheureux aux élections législatives de mai 1973 dans la 11e circonscription des Hauts-de-Seine, où il a obtenu au second tour 44,96 % des voix. Et puis, il dispose d'un numéro de commission paritaire : le n° 52.772, délivré le 8 mai 1973 et valable jusqu'au 31 mai 1974.

Ce projet, nos cinq jeunes gens vont même le chiffrer. Ils prévoient trois éditions de 40 000 exemplaires, comprenant chacune 8 pages de publicité et 4 pages de textes. Coût du lancement : 74 136 F, coût de fonctionnement mensuel : 158 726 F. Ils s'accordent, même, des salaires mensuels de 4 500 F. Des maquettes sont préparées. Elles se présentent ainsi : format tabloïd demi-quotidien, 8 pages de publicité ; une des 4 pages restantes serait commune à toutes les éditions et contiendrait un éditorial de Madelin, qui en serait le directeur politique, les trois autres pages étant fournies et écrites par les candidats locaux de la majorité. Les recettes de publicité — prix unitaire de la page : 4 000 F — permettant de distribuer gratuitement ce journal « Spécial-banlieue ».

Albertini en 1942, déjà...

Le 9 juillet 1942, 30 personnalités de Vichy et de la collaboration signent « une déclaration commune sur la situation politique ». Ce document condamne l'attentisme gouvernemental, réclame l'engagement officiel de la France aux côtés de l'Allemagne, l'entrée au gouvernement d'« éléments indiscutables » — c'est-à-dire de véritables fascistes — et des « sanctions sévères allant jusqu'à la peine capitale à l'égard de tous ceux dont l'action encourage la guerre civile... »

Cet appel au meurtre contre les résistants est alors signé par quatre ministres, Marcel Déat, Jean Bichelonne, Abel Bonnard, Brinon et des personnalités ou collaborationnistes, des journalistes. Parmi eux, Georges Albertini. Toujours le même. Somme toute, de 1942 à 1974, Albertini est un homme logique.

Le C.n.p.f., Ordre nouveau...

Mais il faut de l'argent et des appuis politiques pour lancer l'affaire. Nos cinq jeunes gens se lancent donc dans la tournée des caisses noires des partis politiques et du patronat français. Les premiers contacts sont concluants. On précise même à ces différents responsables qu'on constituera une association selon la loi de 1901, pour éviter toute curiosité malsaine avec les financiers de cette opération. L'anonymat serait alors parfait. Et Dieu sait si le patronat aime la discrétion ! Les contacts vont loin, très loin. Emmanuel Lepoyvre **(voir le numéro précé-**

Voici, pour finir de démasquer les auteurs des feuilles anti-Mitterrand, l'édifiante histoire de « Spécial-Banlieue ». Tout le petit monde précédemment dénoncé s'y trouve enfin réuni...

PREMIER MINISTRE

Commission Paritaire des Publications et Agences de Presse

69, rue de Varenne - PARIS (VII)

CERTIFICAT D'INSCRIPTION

N° 52772 (valable jusqu'au 31.05.74)

Le Secrétaire Général de la Commission Paritaire des Publications et Agences de Presse certifie que la publication ci-après désignée:

TITRE . SPECIAL BANLIEUE . . . . . .

Adresse. 64, rue Jullien 92 - VANVES. . . . . .

Date de la demande . 8.05.1973 . . . . . .

est inscrite sur les registres de la Commission.

Fait à Paris, le 25.06.1973

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

SECRÉTARIAT

- 4 B -

Imprimerie ROTOFFSET meaux journaux périodiques

zone industrielle - Rue Gutenberg - 77102 MEAUX - Tél.: 433.05.00 +
société à responsabilité limitée au capital de 120.000 F
n° INSEE 55.1.77.284.0.017
R.C. Meaux 59 B 29
C.C.P. 13.003-38
boite postale n° 23

SOCIETE S E R V I C E

II, Rue Saint-Martin

75004 - P A R I S

Facture N° I4 863 du 25 AVRIL 1974

Journal "SPECIAL BANLIEUE"

8 pages
Format ½ quotidien
Films fournis par vous.
Impression en 2 couleurs recto verso.
Papier MAT IOI de 64 grammes
Paquetage sous coiffes.
Livraison FRANCO PARIS.

Tirage à 300.000 exemplaires.

MONTANT H.T. 41.400,00

Commission Paritaire n° 52 772
H.T.V.A.

Prière de bien vouloir nous faire parvenir une photocopie du certificat d'exonération de taxes, et une photocopie du certificat d'inscription à la Commission Paritaire.

dent de « l'Unité »), responsable de l'Union des industries métallurgiques et minières, promet son appui financier.

Tout va donc pour le mieux. Mais le 2 avril 1974, Georges Pompidou meurt. Il faut revoir les plans. La société S.e.r.v.i.c.e. se contentera donc d'un seul numéro de « Spécial-banlieue », tiré à 300 000 exemplaires sur 8 pages. Son but : injurier François Mitterrand et les communistes. Les films de ce journal sont fabriqués dans les locaux mêmes de S.e.r.v.i.c.e., 11 rue Saint-Martin, puis acheminés à l'imprimerie Rotoffset à Meaux. Cette imprimerie tire 300 000 exemplaires de ce journal anti-Mitterrand, rédigé dans le plus pur style « Minute ». Coût de l'opération : 41 400 F **(voir notre fac-similé de facture).** A la même imprimerie, la société S.e.r.v.i.c.e. fait imprimer le numéro d'avril 1974 du journal « Faire front ». Coût de l'opération : 17 000 exemplaires, soit 7 350 F.

Qui a bien pu financer ce journal « Spécial-banlieue » ? On remarquera par exemple que le jeudi 4 avril 1974, Patrick Legrand, fondé de pouvoir d'Emmanuel Lepoyvre et responsable d'une autre opération, celle de « France-matin », a rendu visite au responsable de la société S.e.r.v.i.c.e. Que le 8 avril 1974, François Brigneau, ancien milicien et actuel rédacteur en chef de l'hebdomadaire « Minute », est venu régler au 11 de la rue Saint-Martin quelques problèmes d'argent avec l'un de ces cinq jeunes gens, Gérard Penciolelli. Que des contacts suivis ont eu lieu avec les hommes du 199, boulevard Saint-Germain, c'est-à-dire ceux de l'officine patronale de Georges Albertini.

Toutes ces visites se sont vite concrétisées financièrement. Dans la dernière quinzaine d'avril, Catherine Barnay effectue deux versements de 10 000 et 20 000 F en billets de 500 F au compte de la société S.e.r.v.i.c.e. à l'agence Châtelet de la Banque nationale de Paris. On sait que les financements patronaux et occultes se font toujours en coupures et non en chèques, pour éviter toute trace.

Malheureusement, l'opération va capoter. Georges Marchais, qui est diffamé dans « Spécial-banlieue », obtient du tribunal que la page 7 du journal soit supprimée avant sa distribution. Et puis la firme de routage que nos cinq jeunes gens ont contactée refuse de diffuser ce journal en raison de son caractère politique.

Un responsable Républicain indépendant, Alain Madelin, un sous-marin du C.n.p.f., Georges Albertini, cinq jeunes gens de l'ex-Ordre nouveau, un ancien milicien qui fraie dans la presse d'extrême droite, François Brigneau, un demi-solde de l'Union des industries métallurgiques et minières, ils se sont tous retrouvés au coude à coude pour faire « Spécial-banlieue ». Manque de chance, ces personnages n'avaient pas pris suffisamment de précautions. Et leur coup était bel et bien signé.

NICOLAS BRIMO

LE PROVENÇAL

1er quotidien du sud-est de la France

o

PLUS DE 1 000 000 DE LECTEURS CHAQUE JOUR

Contribution Jean Jaurès

Cinéma

LA REPUBLIQUE EMPOISONNEE

« La République est morte à Dien Bien Phu »... des suites d'un empoisonnement. Un film salubre au moment où la droite, Giscard en tête, refuse de parler du passé.

C'est une supercherie classique. Valéry Giscard d'Estaing nous en a donné une version supplémentaire vendredi dernier en refusant qu'on parle de sa gestion passée — aveu implicite que le bilan est négatif — et en prétendant que ceux qui ont ces curiosités sont des hommes du passé... En cela aussi Giscard d'Estaing est bien un homme de droite : quand le passé gêne, on l'escamote et on défend d'en parler — « c'est sans intérêt et seul l'avenir compte »... Comme si cette analyse du passé qu'on nomme l'Histoire n'avait pas justement pour fonction d'éclairer le présent et l'avenir ! D'où l'importance de ce que sorte sur les écrans, en pleine campagne électorale, le film de Jean Lacouture, Philippe Devillers et Jérôme Kanapa (un journaliste, un universitaire, un homme de cinéma) : « La République est morte à Dien Bien Phu ». Car il est riche d'enseignements pour aujourd'hui.

C'était il y a vingt ans, presque jour pour jour. Un matin de mai, les Français apprennent que Dien Bien Phu est tombée, que l'« imprenable » base établie quelques mois plus tôt dans cette cuvette du pays thaï donne désormais son nom à l'un des plus grands désastres de leur Histoire. Le voile se déchire. Non seulement sur l'impéritie des grands chefs de leur armée, mais aussi, peu à peu, sur le processus qui a abouti à cette défaite et où les militaires n'ont qu'une part de la responsabilité. Ce que racontent Lacouture, Devillers et Jérôme Kanapa, c'est l'histoire du lent empoisonnement d'un pays par la faiblesse ou l'inertie de ses gouvernants, la myopie de ses généraux, les mensonges de la propagande coloniale, l'engrenage de la collaboration d'hommes de gauche avec des partis centristes, décrit dans le film par Jean Rous, et qui leur fait « finalement faire la politique des autres ».

Et cela dès les premières images de ce montage de documents filmés (d'époque) et de témoignages. C'est-à-dire dès les années 40, alors que l'Indochine, occupée par les Japonais, est toujours « sous l'autorité » de Vichy — un speaker des Actualités cinématographiques explique que « ces peuples sont de grands enfants ». Puis lorsque de Gaulle fait « rétablir la souveraineté française » par d'Argenlieu : cet amiral littéralement impérialiste — qui « se considère alors comme une espèce de vice-roi », dit Jules Moch, l'un des témoins du film — sabotera aussi bien les tentatives de conciliation du général Leclerc que la reconnaissance de la République démocratique du Vietnam et que le modus vivendi de Fontainebleau à l'été 1946. Deux mois plus tard, avec le bombardement d'Haïphong par la flotte française, puis l'opération Bao Daï, la guerre et le mensonge ont dès lors partie gagnée contre les fragiles essais de négociation. « A chaque fois que nous laissions passer trois mois, six mois ou un an, nous négocions dans une position beaucoup plus difficile ; ça n'avait pas de sens, ou plutôt ça en avait un : dissimuler l'échec », explique dans le film Pierre Mendès France, témoin essentiel de « La République est morte à Dien Bien Phu ».

La suite, on la connaît : l'organisation de la résistance par le Viet-Minh, le rôle d'Ho Chi Minh — dont le film restitue de fascinantes images — le premier effondrement français sur la frontière en 1950, le commandement militaire passant, après de Lattre, de Salan à Navarre, et aussi le jeu des Etats-Unis — auquel est étroitement mêlé le vice-président Nixon — qui vont jusqu'à proposer à Georges Bidault l'emploi de la bombe atomique et se préparent à prendre la relève. Sur tout cela viennent déposer dans le film des témoins nommés Giap, Jean Rous, Alain Savary, Jacques Duclos, Charles Tillon, Léon Pignon, Mountbatten, des généraux, des hauts fonctionnaires, des diplomates... Que voilà donc un film nécessaire !

Justement, c'est Mendès France, dans le livre passionné et lucide qu'il vient de publier, « Choisir » (entretiens avec Jean Bothorel, chez Stock), qui raconte comment le Pouvoir d'alors est obligé — après Dien Bien Phu — de faire appel à lui : « Et j'ai aussitôt engagé les négociations. J'avais préparé le dossier avec rigueur. Sinon, on fait du pragmatisme, on navigue un peu au hasard, comme les ministres actuels qui inventent un programme à Provins ou ailleurs parce que, soudainement, ils s'aperçoivent que l'adversaire en a un... » Mendès France était arrivé à la tête du gouvernement le 18 juin ; le 21 juillet la paix est signée. Mais la droite, qui ne lui pardonne pas plus sa réussite que d'avoir été contrainte de recourir à lui, le fait trébucher six mois plus tard. Tout cela coûtera l'agonie d'une République, l'instauration du pouvoir personnel. Et un million de morts dans les rizières.

Dans le film de Lacouture-Devillers-Jérôme Kanapa, Jacques Despuech commente : « Des gars crevaient et il y avait des gens qui se farcissaient des piastres... C'était des paysans aussi bien d'un côté que de l'autre. Eh bien, après tout, on était plus frères avec eux qu'avec les types de la Banque d'Indochine ». Et Mendès France dans son livre, à propos du choix d'une politique économique de facilité symbolisée par Pleven : « Laisser aller les choses... L'inflation, la chute du pouvoir d'achat... Ceux qui ont peiné le plus ont été privés le plus. Ceux qui ont triché ont été récompensés. Les masses du pays ont eu le sentiment qu'elles étaient seules désavantagées. » Ou à propos de l'Indochine : « L'essentiel était l'esprit de la reconversion à opérer... Mais comment faire comprendre cela, surtout à ceux qui avaient créé sur place de véritables féodalités ? » Et encore : « On me lançait parfois : vous parlez comme les communistes, on ne peut tout de même pas donner raison aux communistes ! C'était un argument stupide ».

D'un côté, les combines financières, l'inflation, les inégalités, l'anticommunisme, les féodalités... Et aussi la nécessité pour la gauche, afin d'échapper aux engrenages et de faire sa propre politique, d'arriver au pouvoir avec son programme et l'union de tous ceux qui se reconnaissent dans ses choix... Vous voyez bien que le passé parle du présent.

SERGE RICHARD



DIVORCE D'AVEC LA DROITE

Le 18 avril 1948, sortie brisée et affamée de la Deuxième Guerre mondiale, l'Italie donnait la majorité absolue à la Démocratie chrétienne, qui avait conduit sa campagne électorale avec le slogan « Con l'America se manga » (« Avec l'Amérique, on mange »). Les élections successives ont réduit de beaucoup l'influence du parti catholique en Italie, mais le rêve d'un nouveau 18 avril est resté au cœur de nombreux dirigeants démocrates chrétiens, et surtout du secrétaire général de la Démocratie chrétienne, Amintore Fanfani.

Eh bien, il l'a eu son 18 avril ! Mais à l'envers : 60 % des Italiens ont dit non dimanche à la prétention cléricale d'imposer un intolérable verrou à la liberté des consciences. Fanfani s'est donc trompé de bataille, de date et d'Eglise aussi. Une cuisante défaite.

L'analyse du vote, région par région, augmente les dimensions politiques de la défaite. On savait comment le Nord de l'Italie voterait, mais les chiffres, les pourcentages donnent cependant à réfléchir : 80 % à Turin pour le divorce ; 75 % à Ferrare ; 72 % à Trieste, ville qui a un fort pourcentage d'électeurs néo-fascistes et un parti catholique majoritaire. Un fait surprenant, cependant : même dans certaines places fortes du conservatisme et de la droite cléricale ou fasciste, la réponse des électeurs a été nette : pour le divorce, contre l'abrogation. A Naples, 60 % des électeurs ont voté non ; à Palerme, fief de Fanfani, où le Mouvement social italien, parti néo-fasciste, recueille d'ordinaire un fort pourcentage de voix, c'est le non qui l'emporte, ainsi qu'à Catane, place forte de la droite réactionnaire et fasciste. Mais le résultat le plus inattendu, c'est celui de Rome, capitale de la Chrétienté, ville qui héberge le Vatican et où les fascistes dominent des quartiers entiers : 68 % de non.

On disait, et on écrivait, à la veille du scrutin : la partie entre partisans et adversaires du divorce sera très serrée : 2 % en plus ou en moins. On s'est trompé d'un zéro : l'écart a été de 20 %. Une première constatation s'impose : le peuple italien a démontré sa maturité, son intelligence, son amour de la liberté, son attachement pour le monde d'aujourd'hui. Toutes choses qui devraient faire réfléchir non seulement les dirigeants de la Démocratie chrétienne, mais aussi et surtout l'Eglise catholique.

En effet, le Vatican lui aussi est sorti perdant de l'épreuve du 12 mai. Il pouvait rester neutre et tel était, paraît-il, le désir du pape Paul VI, mais le courant le plus conservateur et arriéré de l'épiscopat italien s'est jeté dans la mêlée et est parvenu à convaincre le Souverain Pontife qui, en sa qualité de premier évêque d'Italie, a pris position deux jours avant le référendum. Une défaite qu'il pouvait s'épargner, une contradiction qu'il pouvait éviter. En effet, l'Eglise post-conciliaire ne pouvait refuser aux Italiens ce qu'elle a accordé aux autres peuples catholiques du monde ; elle ne pouvait laisser les catholiques français, américains ou anglais libres de voter selon leur conscience — puisqu'aucun parti n'est reconnu par l'Eglise comme dépositaire du message évangélique — et imposer en revanche, aux catholiques italiens de suivre la Démocratie chrétienne coûte que coûte. Il est logique que, dans l'Eglise elle-même, il y ait eu des révoltes contre cette duplicité, cette incroyable contradiction. Le cas de Dom Franzoni, des catholiques démocratiques, des quelque deux cents prêtres qui ont pris position pour le non à l'abrogation du divorce, en révolte contre les dispositions du Vatican, mais dans l'esprit du Concile, était prévisible et escompté. Un déchirement très grave s'est produit dans l'Eglise italienne et c'est grâce à la maturité des partis laïques et de la gauche si l'on n'est pas arrivé, avec quelques siècles de retard, à une guerre de religion en Italie.



Mais le référendum de dimanche a plus d'une signification politique. Dans cette lutte pour l'abrogation du divorce, le seul allié de la Démocratie chrétienne était le Mouvement social italien (néo-fasciste) dirigé par Almirante. Les desseins du leader du fascisme, qui se veut « respectable » étaient clairs : briser l'isolement où l'ont placé ses hommes de main, dont les violences, les attentats, les provocations, la stratégie de la violence en somme, sont condamnés par la



Amintore Fanfani.

60 % des Italiens ont dit non à la prétention cléricale d'imposer un intolérable verrou à la liberté des consciences. La droite s'est trompée de bataille, de date et aussi d'Eglise.

grande majorité des Italiens ; ensuite, se lier étroitement à la droite de la Démocratie chrétienne et tenter ensemble, la victoire des oui aidant, de renverser la vapeur : c'est-à-dire remplacer un gouvernement de centre-gauche faible par un gouvernement de droite fort. Cet espoir a été déçu. Almirante a même perdu dans ses fiefs. Il a démontré qu'il n'était qu'un fanfaron, qu'il n'avait derrière lui qu'un électorat occasionnel de protestataires qui peuvent facilement se rallier à la gauche si l'on met fin à la situation catastrophique dans laquelle ils sont plongés. Mais cela ne signifie pas pour autant qu'Almirante et ses amis renonceront à leur projet : la bête blessée est toujours dangereuse.

La gauche renforcée

Et la Démocratie chrétienne ? Et Fanfani ? Les intentions de l'homme politique le plus déconcertant d'Italie, qui est pourtant riche d'exemples en ce domaine, ne sont jamais tout à fait claires. Ses desseins semblent toujours, à tort ou à raison, ténébreux aux non-initiés — et parfois même aux initiés. On dit qu'il a joué son va-tout pour obliger l'Eglise, orientée vers le désengagement, à donner son appui à la Démocratie chrétienne. En effet, le parti catholique italien, sans l'appui du clergé, sans le ciment de la religion, risquait d'être condamné à l'immobilisme : la cohabitation en son sein des tendances les plus différentes et opposées peut à tout instant, à chaque mouvement, provoquer une scission.

Fanfani a bien reçu cet appui, mais le résultat n'a pas été celui qu'espérait le secrétaire général de la Démocratie chrétienne. Il avait fondé sa stratégie sur deux hypothèses : ou une courte victoire du oui, ou un succès modéré du non. Dans le premier cas, il aurait pu, à partir d'une position de force, imposer une modification des institutions dans le sens gaullien et choisir de s'appuyer soit à droite, soit à gauche, tout en gardant cependant ses alliés dans une position subordonnée. Dans le deuxième cas, il aurait pu faire appel à la « nécessité », et développer plus ou moins la même tactique. Mais il n'avait pas prévu ce qui s'est effectivement passé, à savoir l'avalanche des non, qui peut entraîner son renversement.

Quant à la gauche, même si elle a toujours repoussé la politisation du référendum, il n'est pas douteux que la victoire du non renforce sa position. Depuis longtemps, dans le monde politique italien et dans les rangs mêmes du parti catholique, on se demande si l'on peut mener à bien la courageuse politique de réformes que demande le pays sans le concours des 8 millions d'Italiens qui votent pour le Parti communiste. Les socialistes et l'aile gauche de la Démocratie chrétienne ont toujours, plus ou moins ouvertement, répondu à cette question par la négative. Le centre et l'aile droite du parti catholique ont cependant réussi jusqu'à ce jour à ne pas répondre, à ne pas choisir et, par conséquent, ils ont donné le jour à des gouvernements aux programmes ambitieux, mais immobilistes.

La secousse du référendum forcera peut-être la main à ceux qui doutent et ce sera alors l'aube d'une nouvelle ère politique, née le 12 mai en Italie.

CARLO BONETI



Portugal

3 socialistes et 2 communistes ministres

Le général de Spinola a tenu parole. Quelques heures après le putsch qui a renversé le régime salazariste de Lisbonne, le président de la « junte de salut national » avait promis qu'un gouvernement provisoire serait mis en place « dans un délai de trois semaines ».

Mercredi dernier à 16 heures, le général de Spinola a pris officiellement ses fonctions de Président de la République au Palais de Queluz. Le lendemain, trois semaines jour pour jour après le coup d'Etat du 25 avril, la composition du gouvernement civil était rendue publique.

Comme le souhaitaient la plupart des communistes et socialistes portugais, et notamment Mario Soares, secrétaire général du P.s., il s'agit d'un gouvernement de salut national qui rassemble des hommes allant du centre au Parti communiste.

Deux critères principaux ont présidé au choix des ministres : ils devaient appartenir à des organisations politiques ou à des courants de pensée représentatifs de la société portugaise ; ils devaient aussi — et peut-être surtout — être exempts de toute compromission avec le régime fasciste de Americo Tomaz et Marcello Caetano.

Sur treize ministres, le gouvernement comprend donc trois socialistes : Mario Soares (Affaires étrangères), Raul Rego (Information) et Salgado Zenha (Justice) ; deux communistes : Alvaro Cunhal, secrétaire général du P.c. (ministre d'Etat sans portefeuille) et Canaïs Rocha (Travail), un membre du M.d.p. proche du P.s., l'économiste Pereira de Moura (Economie), et deux membres de la nouvelle formation centriste, le Parti populaire démocrate (P.p.d.) MM Mota et Sa Carneiro (Santé et Intérieur). Au ministère interterritoires, poste clef, c'est un membre de l'opposition démocratique du Mozambique, ami de Mario Soares, Antonio de Almeida Santos, qui a été choisi. Sa tâche sera lourde — et décisive.

Le bourbier colonial où est né le mouvement de révolte qui a balayé le régime dictatorial de Lisbonne demeure le plus gros problème du nouveau gouvernement. En Angola comme au Mozambique les colons portugais manifestent de plus en plus violemment leur refus d'une solution négociée et á fortiori d'une indépendance éventuelle des territoires. Il n'y a pourtant pas semble-t-il d'autre solution. Et les représentants de la junte eux mêmes paraissent l'avoir compris, qui ont considérablement assoupli leurs positions sur ce point. Au cours d'une étape à Nampula, quartier général portugais au Mozambique, le général Costa Gomes, envoyé spécial du général de Spinola, a déclaré aux troupes : « Si le peuple du Mozambique choisit l'indépendance complète, elle sera acceptée par Lisbonne ». On est loin des projets de « comonwealth » portugais du général de Spinola.

C'est qu'il devient de jour en jour plus clair que le rétablissement au Portugal d'un régime démocratique passe par le désengagement colonial.

La « métropole » a un besoin urgent, pour sortir du sous-développement, des crédits qu'elle engloutit en Afrique. Mais elle doit aussi, pour affirmer sa rupture complète et définitive avec le régime renversé, renoncer à poursuivre la dernière des guerres coloniales. Les deux objectifs — économique et diplomatique — sont inséparables. Si le nouveau gouvernement peut mener à bien cette tâche délicate, s'il s'avère capable aussi de résoudre les problèmes sociaux qui surgissent, un grand pas sera fait vers la restauration de la démocratie au Portugal.

B.R.

Nos lecteurs ont la parole

Un appel de prêtres lyonnais

Un collectif de prêtres de la région lyonnaise, nous a adressé le texte suivant :

« Un grand nombre d'entre nous, partageant la vie des travailleurs, des pauvres, des opprimés, a pensé qu'il était nécessaire et urgent en tant que citoyens et prêtres d'intervenir dans cette campagne électorale.

Nous sommes témoins tous les jours d'injustices et d'inégalités.

La société actuelle, favorisant les riches et appauvrissant les pauvres, ne semble pas conforme, loin de là, à l'esprit de l'Evangile.

Devant tant de situations scandaleuses, nous nous élevons énergiquement devant l'exploitation qui est faite aux travailleurs depuis trop longtemps, et le peu de place qui leur est donnée dans cette société, et le silence aussi dans lequel on veut les enfermer.

C'est pourquoi nous demandons à tous les chrétiens, de voter pour celui qui semble être le plus à même d'être l'ami des travailleurs, le défenseur du droit des pauvres et des opprimés, celui qui s'engage à libérer l'homme d'une société injuste qui l'écrase.

Nous demandons à tous les chrétiens de France de voter pour François Mitterrand. »

Environnement et pollution

« Une fois de plus, depuis les élections de 1973, je me permets de vous écrire à la suite d'un tract glissé cette nuit dans ma boîte aux lettres, dans lequel le candidat Giscard fait feu de tout bois : il est sportif, père de famille, il est ancien combattant, il a de l'expérience, etc. C'est-à-dire qu'il fait une campagne appuyée sur une démagogie sans borne et sans pudeur, ce qui va très bien à ce professeur de morale !

Cela me conduit à vous faire cette humble suggestion, espérant que peut-être vous la jugerez utile pour la campagne de François Mitterrand.

Il s'agit d'un thème très actuel susceptible d'apporter des centaines de milliers de voix à notre candidat et ainsi de battre la réaction.

Ce problème très important, c'est l'environnement et la pollution dont on a très peu parlé, à part le professeur Dumont. Il me semble donc qu'en faisant état de la campagne de ce dernier et en s'engageant dans la même voie, en lui accordant une priorité et pourquoi pas s'adjoindre la personne de monsieur Dumont comme conseiller technique dans ce domaine, une large partie des voix (330 000) viendraient s'ajouter à celles de François Mitterrand.

Dans ce même domaine (pollution des rivières et plans d'eau) 4 millions de pêcheurs lancent en vain des cris d'alarme, cette question est soulevée en priorité lors des assemblées générales de pêcheurs depuis plusieurs années, sans trouver aucun écho. Etant trésorier d'une association de pêche groupant 1 500 adhérents, je puis vous assurer qu'une prise de position courageuse (et François Mitterrand ne manque pas de courage) sur ces questions d'environnement et de pollution lui attirerait la sympathie et un très grand nombre de voix des amis de la nature et des millions de pêcheurs. »

(F. DE GUENNON, 56400 Auray)

La déclaration que François Mitterrand a fait remettre cette semaine à la presse (voir Le Monde du 15 mai) répond aux problèmes soulevés dans cette lettre.

L'effort d'une section

« Un bureau de vote dans une école maternelle de Savigny. Il est presque 20 heures. Le dernier électeur laisse tomber son bulletin dans l'urne. Les militants sont fatigués, enrhumés. Ces derniers soirs, sous la pluie et dans le vent froid, ils ont sans relâche collé des affiches, distribué des tracts le long des innombrables rues bordées de pavillons. On dit qu'il y a 100 km de rues à Savigny. Ce ne sont pas des mercenaires à 300 F par jour comme les colleurs de Valéry Giscard d'Estaing, ce sont des bénévoles, postiers, employés, ouvriers, enseignants, chercheurs, qui agissent par conviction. La plupart travaillent à Paris et voient s'ajouter à leurs heures de travail les heures de trajet. Qu'importe, ils sont pleins d'espoir : les comités de soutien qu'ils ont tenu sur les marchés ont recueilli des fonds, de nombreuses signatures, et ils ont senti un fort élan de sympathie.

Plusieurs sympathisants ont demandé à s'inscrire au Parti socialiste et sont venus aux réunions. La section n'est pas encore très nombreuse, mais elle a si bien travaillé que les communistes eux-mêmes, majoritaires ici, en ont été surpris.

Et maintenant il est 20 heures. Un grand silence se fait autour du transistor, le speaker dramatise, amplifie le suspens. Enfin le verdict tombe : Mitterrand 44%, Giscard 33%, Chaban 15%. Le silence se prolonge. Je les regarde : ils espéraient plus, c'est sûr, ils espéraient le miracle.

Tout à coup quelqu'un relève la tête et dit : « On doit gagner ».

Merci à François Mitterrand pour ses paroles calmes et tranquilles de dimanche et de lundi. Merci de l'entendre nous appeler « la France ». Nous en avions perdu l'habitude. Courage pour sa lutte dure et inégale. Tous les militants et sympathisants sont derrière lui. »

(C. DESBOIS, 91 Savigny-sur-Orge)

La situation à l'Aérospatiale

« De nombreux employés de l'Aérospatiale mettent tous leurs espoirs dans le succès de François Mitterrand aux élections à la présidence de la République :

— pour maintenir le plein emploi dans cette entreprise,

— pour arrêter les mutations autoritaires, sans se soucier de la situation familiale de chacun.

— pour réorganiser cette société dont la gestion est mauvaise et contraire à l'intérêt des travailleurs,

— pour rétablir la liberté syndicale qui n'existe plus, du moins à Toulouse. Depuis 1969, toute grève est pratiquement impossible, la peur règne parmi les employés et peut-être plus dans les ateliers.

Les postes clés, chef du personnel, chefs de services... sont tenus pour la plupart par des gens de la majorité. »

(JEAN BONNET, 31770 Colomiers)

Les options des jeunes

La Fédération nationale Léo-Lagrange nous adresse le texte suivant : « A quelques jours de l'élection d'un nouveau Président de la République, la Fédération nationale Léo-Lagrange rappelle qu'aux termes de sa Déclaration de principe, ses options essentielles sont la liberté, la justice sociale, la démocratie, et le Socialisme au sens le plus élevé et le plus ouvert du terme. Ces dernières années, la politique des pouvoirs publics a délibérément ignoré les mesures que la Fédération et d'autres mouvements proposaient et qui auraient permis à ces options de commencer à se traduire dans les faits, qu'il s'agisse de reconnaître la maturité des jeunes par l'abaissement de l'âge de la majorité, du dialogue avec les indispensables médiateurs que sont les associations, ou de l'effort financier à consentir pour les activités d'éducation permanente, de sports, de loisirs, de jeunesse. La Fédération espère que ses adhérents et sympathisants garderont ces données présentes à l'esprit au moment de se déterminer et sauront reconnaître le candidat dont les choix convergent avec ces options. »

Société Générale

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION (extraits) 1973

L'activité bancaire a été fortement perturbée en 1973 par les mesures prises en vue de combattre l'inflation et de limiter les effets de la dégradation persistante du système monétaire international.

Activités en France

Les grandes rubriques comptables du bilan de la Société Générale ont poursuivi leur progression, mais à un rythme inférieur à celui des dernières années. Le total du bilan, avec F 101.034.966.584, est en augmentation de 24,30 % par rapport au 31 Décembre 1972.

A la fin de l'exercice, les dépôts de la clientèle s'élevaient à F 47.124 millions, en augmentation de 15,9 % sur l'année précédente. Les dépôts à vue ne représentent plus que 52,4 % de l'ensemble, contre 60% en 1970 et 55% en 1971 et 1972.

Dans cette période de limitation quantitative du crédit, les concours distribués à la clientèle ont augmenté de 10,9 %, passant de F 45.500 millions à fin 1972 à F 49.649 millions au 31 Décembre 1973. L'évolution déjà constatée en 1972 dans la structure des crédits s'est poursuivie : l'importance relative des crédits à court terme a diminué, alors que les crédits à moyen et long terme sont passés de 31,3 % du total à fin 1972 à 37,3 % au 31 Décembre 1973.

L'activité des principales filiales immobilières et industrielles s'est encore accrue. SOGEBAIL reste la première Sicomi française ; SICOTEL a plus que doublé ses engagements nouveaux ; SOFINABAIL a triplé le volume de ses investissements. VALORIND, l'une des premières banques spécialisées ayant le statut de banque d'affaires, a particulièrement augmenté ses concours à l'industrie.

Le développement des services à la clientèle s'est poursuivi de façon satisfaisante. SG2, filiale spécialisée dans les prestations "software", a vu son chiffre d'affaires passer de 10 à 17 millions de francs.

Activités à l'étranger

Au cours de l'exercice écoulé, la Société Générale a continué à renforcer son implantation internationale, avec notamment l'ouverture d'une succursale à Tokyo, celle d'un bureau permanent à Moscou, et, en accord avec la FIRST NATIONAL CITY BANK et un groupe local, la création de la BANQUE DE POLYNESIE à Tahiti.

Dans le cadre de l'EUROPEAN BANK INTERNATIONAL COMPANY (E.B.I.C.), renforcée en Avril 1973 par l'adhésion de la BANCA COMMERCIALE ITALIANA, a été créée à Londres L'EUROPEAN BANKING COMPANY LIMITED.

L'actionnariat du personnel

En application de la loi du 4 Janvier 1973, il a été distribué 4 % du capital de la Société Générale au personnel.

L'apparition d'actionnaires autres que l'Etat a rendu indispensable leur représentation dans les organes de direction : c'est ainsi que la Commission de Contrôle des Banques, qui tenait lieu d'Assemblée générale, a été remplacée par un Collège représentant les actionnaires. De même, la composition du Conseil d'Administration a-t-elle été remaniée.

Les résultats

Après déduction des frais généraux, amortissements et provisions, le solde bénéficiaire de l'exercice s'établit à F 108.792.647, y compris la plus-value nette à long terme, contre F 110.557.381 en 1972.

Sur ce bénéfice, augmenté du report à nouveau de 1972, une somme de F 48.000.000 a été prélevée pour verser aux actionnaires un dividende net de F 12 par action, assorti d'un impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de F 6. En 1972, le dividende net avait été de F 8.

Après répartition, les réserves s'inscrivent au bilan pour 540 millions, ce qui porte à 940 millions l'ensemble des ressources propres auxquelles il convient d'ajouter un report à nouveau de F 2.394.433.

L'UNITE POPULAIRE CONTRE LES OGRES

José Valverde et le Théâtre de la Grande Polémique viennent de créer « Chile Vencera » de l'auteur mexicano-français Juan Fondon. Ils jouent cette pièce au Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis jusqu'au 12 juin. Ils la présenteront ensuite au Festival d'Avignon et la tourneront un peu partout en France dès la rentrée prochaine. Ce très beau spectacle laisse derrière lui des traînées d'espoir. Au cœur de sa fable, la notion d'Unité populaire est passée au crible.



« L'UNITE » - Votre pièce montre le Chili au présent : dans la clandestinité, les militants de tous les partis de l'Unité populaire, du Mir et même de la Démocratie chrétienne discutent de leur situation. Certains jugeront inopportun d'étaler ainsi les divergences. Qu'en pensez-vous ?

JUAN FONDON - En tout état de cause, je ne vois personne à gauche qui puisse considérer comme nuisible le fait d'aborder franchement le problème des divergences qui apparaissent au sein d'un immense mouvement populaire. Si on ne les traite pas, les problèmes ne trouvent jamais de solution ! Mais je ne crois pas que ma pièce soit un catalogue de désaccords. C'est plutôt l'exaltation des convergences. Je m'applique au contraire à démontrer l'intérêt objectif qu'il y a aujourd'hui au rassemblement de toutes les forces chiliennes dans le cadre du Front antifasciste. Un simple exposé franc et loyal des divers courants n'équivaut pas à un appel à la division. Bien au contraire ! Ce n'est pas parce que je me suis refusé à taire les spécificités de tel ou tel parti qu'on peut m'accuser d'être un sabordeur de l'unité. Les confrontations d'idées au sein de l'actuelle Résistance clandestine chilienne — je les transcris très exactement dans « Chile Vencera » — me semblent plutôt conduire à une idée force : il faut cultiver passionnément tout ce qui rassemble, tout ce qui réunit.

Il ne faudrait pas se tromper de bataille et donner des arguments supplémentaires à tous les réactionnaires du monde qui font une exploitation ignominieuse de l'assassinat de l'espoir chilien par une junte militaire ! Il n'est pas question de réduire la réalité, il n'est pas nécessaire de taire certains désaccords à l'intérieur du grand rassemblement qu'a connu le Chili. Mais il ne saurait être question de présenter l'avènement de Pinochet comme étant une conséquence de l'activité parfois contradictoire de l'Unité populaire et de ses alliés. La vérité est que le putsch chilien est le fait de l'impérialisme américain qui s'appuie sur les forces les plus rétrogrades des pays d'Amérique latine. On le voit bien au Brésil, où pas le moindre souffle de vent marxiste n'est passé, et il y a pourtant eu un coup d'Etat militaire. Sans parler de l'Uruguay, du Paraguay, de la Bolivie, etc. C'est d'autant plus vrai que l'on sait parfaitement aujourd'hui que l'intervention américaine au Chili, par armée fantoche interposée, date d'avant même l'Unité populaire. C'est d'autant plus vrai que l'Unité populaire a constitué un grain de sable dans la mécanique américaine et a reculé l'avènement du fascisme. Plus : on peut dire que l'espérience du peuple chilien offre des perspectives d'espoir qui devraient permettre de vaincre le plus tôt possible. Ce qui n'est pas le cas dans tous les pays d'Amérique latine.

Si j'ai écrit « Chile Vencera », c'est très précisément pour énoncer cela : jamais l'unité du peuple chilien n'a été aussi forte qu'actuellement dans le combat clandestin, parce que jamais la nécessité de prendre en compte ce qui converge n'a été aussi forte.

— Par-delà le problème chilien, n'avez-vous pas voulu poser des jalons qui puissent servir à d'autres tentatives unitaires ? En Europe par exemple, et pourquoi pas en France ?

— Etant homme de culture mêlée, on pourrait en effet croire que j'ai délibérément voulu faire s'entrecouper les situations chilienne et française. Je ne l'ai point fait, car ce serait une erreur. Ce serait manquer totalement de lucidité que de vouloir à tout prix calquer la réalité française sur la chilienne. Il est vrai qu'un certain nombre de problèmes, qui se sont posés et se posent encore aux Chiliens, se posent également aux Français, notamment celui de l'unité et des divergences dont nous venons de parler. Mais les structures économiques des deux pays n'ont rien de commun. La France est un pays hautement industrialisé et développé aux prises avec l'ogre du capitalisme et les grandes sociétés multinationales. Mais la France n'est pas dans cet état de semi-colonisation où se trouvait le Chili quand Allende est devenu président de la République : les exportations de cuivre constituaient 80 % des richesses en devises du Chili ; le pays était donc une proie facile pour l'impérialisme. Peut-on sérieusement en dire autant de la France ?

Tout cela pour dire que le conditionnement par la peur que la bourgeoisie française tente de manier — en s'écriant : « Attention, la France peut devenir le Chili ! » — est un beau mensonge. Non vraiment, « Chile Vencera » ne pouvait s'aventurer dans cette direction.

— Il y a dans votre pièce une scène superbe : dans une prison de Pinochet, deux militants se soutiennent, s'aident mutuellement à supporter la souffrance et la torture. L'un est du Mir, l'autre du Parti communiste chilien. Quelle signification donnez-vous à ce moment poignant ?

— Il y a des vieux mots qui ne perdent jamais de leur force. Le mot fraternité est de

→



Jean Rostand préside le Comité de lecture de la grande collection LIBERTE EGALITE FRATERNITE L'Humanité en Marche

groupant des historiens, écrivains, journalistes, universitaires, responsables syndicalistes, militants politiques de tous les horizons de la pensée et de l'action démocratiques et socialistes.
Quel a été le but exaltant de ces hommes, parfois confrontés entre eux, et soudain unis devant une aspiration commune ?
Présenter sous une forme unique à ce jour une vaste fresque de tous les mouvements révolutionnaires, populaires, démocratiques du monde entier.
La forme ? Chaque volume comprend une préface, une étude, un roman, d'auteurs prestigieux et de personnalités de premier plan.
L'ampleur ?

LES PERIODES HISTORIQUES QUI CHANGERENT LA FRANCE :
1789, 1793, les Trois Glorieuses, la Commune de Paris, le Front populaire.

LES GRANDES ETAPES DE L'HISTOIRE MONDIALE :
l'Amérique latine, l'URSS, la Chine, les Etats-Unis, l'Afrique, etc.

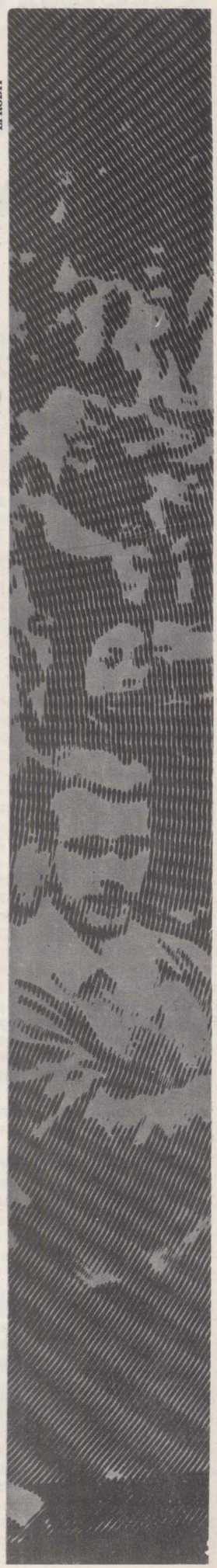
LES THEMES-FORCE QUI MOBILISERENT LE GENIE ET LE COURAGE DES HOMMES :
l'abolition de l'esclavage, la liberté de la presse, l'école démocratique, les conquêtes ouvrières, les résistances à l'oppression, la lutte contre le racisme.

LES PROBLEMES-CLEFS DE LA SOCIETE CONTEMPORAINE :
l'industrialisation, les paysans, la jeunesse, la femme.

Deux cents ans de lutte à travers le monde vers une société plus juste, plus fraternelle, plus pacifique vous permettront de mieux comprendre le présent, d'imaginer l'avenir.
"L'Humanité en Marche - Liberté Egalité Fraternité" vous offre la vision la plus large, la plus objective - puisqu'il s'agit d'une œuvre collective - la plus accessible, la plus vivante de l'histoire du monde démocratique.

Pour tous renseignements s'adresser aux Editions Martinsart, 58 rue des Capucins 41-Romorantin

EPRODIT



L'UNITE POPULAIRE ET LES OGRES

→

ceux-là. J'ai simplement voulu dire que face à l'ennemi commun, les luttes fratricides sont inutiles et dérisoires. Pire : elles retardent la marche de l'Histoire. Une fois pour toutes, il faut que cela soit clair : un camarade avec qui on a des divergences demeure un camarade engagé dans le même combat ; il n'est pas un ennemi !

— Vous êtes communiste...

— Je m'efforce de l'être.

— Vous êtes communiste. Vous dites qu'un camarade avec qui vous êtes en désaccord ne saurait être votre ennemi. En tant qu'auteur, vous abordez à chaud un événement dans toute sa dimension, sans l'amputer d'un seul de ses aspects, comme cela s'est fait en d'autres temps. C'est là quelque chose d'assez nouveau, non ?

— Ce n'est pas impossible qu'il y ait un type de comportement nouveau chez certains militants et chez certains intellectuels. Dans la mesure où l'Histoire apporte du nouveau chaque jour, elle appelle pour tous une nouvelle attitude de réponse aux événements. J'exprime là mon point de vue personnel et n'ai mandat pour parler ni au titre du Parti communiste ni au titre du communisme international : la période historique dans laquelle nous entrons réclame de chaque militant qu'il éprouve sa propre capacité à être responsable, qu'il prenne toute initiative avec rapidité et efficacité sans attendre une réunion du Comité central qui lui donne quitus. C'est assez nouveau effectivement. Et je pense que c'est irréversible.

— Vous êtes d'origine latino-américaine. Mais vous êtes aussi depuis longtemps imprégné de culture occidentale. Vous vivez quotidiennement les problèmes français. N'est-ce pas un peu une solution de facilité que d'avoir traité à chaud du Chili ? Pourquoi n'avoir pas écrit une pièce sur la France au présent ?

— Le théâtre est un bon biais pour aborder les problèmes par rapport auxquels on a du recul : on peut, dans ce cas, aller loin dans la description de l'événement sans pour autant transformer la représentation en meeting. Mais quand un écrivain est à la fois le récitant et le protagoniste d'un combat — ce serait mon cas si je parlais de la France au présent — il y a un danger qui le guette : son récit risque d'être purement illustratif, schématique, donc peu efficace. Il est difficile de faire œuvre utile quand les partenaires du procès sont dans la salle. C'est tout le problème du « théâtre d'agitation ». Je sais bien que mon ami José Valverde a traité de l'événement à chaud quand il a joué sous le titre de « Drame à Toulon », avec l'équipe des Pavés de Paris, l'histoire du marin français Henri Martin qui fut jeté en prison pour s'être opposé à la guerre d'Indochine. Je sais bien qu'il a monté un spectacle sur le problème de l'emploi à Saint-Denis, un autre sur les ordonnances du Docteur Charles et les atteintes à la Sécurité sociale. Mais je reste convaincu qu'un certain recul est nécessaire, que certains événements de la vie politique ne sont pas immédiatement « théâtralisables » sous peine de caricature. Certes, dans une pièce de théâtre on dit beaucoup. Mais dans le même temps — c'est-à-dire au présent — on dit beaucoup plus dans un journal.

Pour être percutant, le théâtre a besoin de recul. Si j'étais Chilien, il me serait sans doute difficile d'écrire sur le Chili. Pour ce qui est de la France, je ne me dérobe pas : j'ai un projet de pièce sur la Résistance française à travers l'aventure du colonel Fabien. Je ne suis ni péremptoire ni buté pour autant : je n'hésiterai pas à écrire sur un problème politique français immédiat si cela peut, à un moment donné, se faire de façon utile et efficace.

(Propos recueillis par JEAN-PAUL LIEGOIS)



La militante Catherine Sauvage dans la « caravane du 19 mai » — ici à La Roche-sur-Yon — qui parcourt la grande banlieue, l'Ouest et le Sud-Ouest en faveur de François Mitterrand. Participent notamment à cette opération François Régis-Bastide, Gérard Delfau, Marguerite Duras, Xavier Gélin, Bernard Pingaud, Suzanne Prou et Stéphane Reggiani.

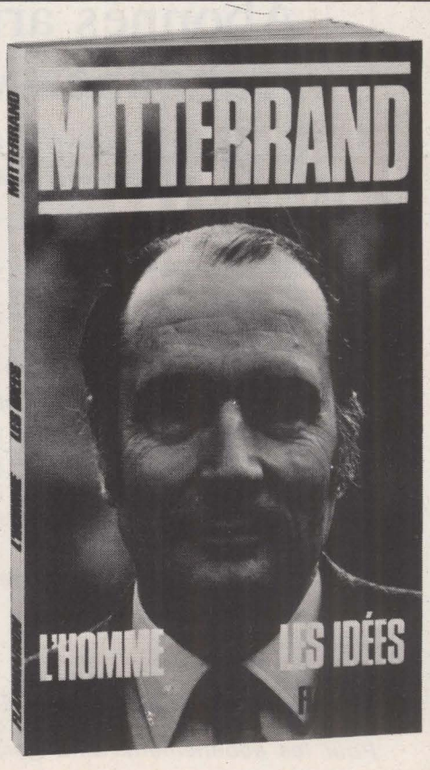
Vient de paraître :
livre réalisé en équipe
par des écrivains socialistes
5 F

déjà parus :

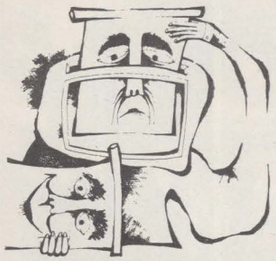
FRANCOIS MITTERRAND
La rose au poing
COLLECTION TEXTES POLITIQUES

Changer la vie
PROGRAMME DE GOUVERNEMENT
DU PARTI SOCIALISTE
PRESENTATION DE
FRANÇOIS MITTERRAND

FLAMMARION



Au risque de vous plaire



Télévision

JEUDI 16 MAI

Georges Marchais contre Sanguinetti (19 h 20, Europe 1).

François Mitterrand (20 h 35, ch. 1 et 2).

VENDREDI 17

François Mitterrand (12 h 05, France-Inter ; 19 h 15, R.t.l., face à la presse ; 20 h 50, ch. 1 et 2 et France-Inter).

Gaston Defferre contre Lecanuet (19 h 20, Europe 1).

Dans la série La Télévision des autres : « Shangaï », reportage de la C.b.s. américaine (22 h 15, ch. 1).

SAMEDI 18

France-Argentine de football (20 h 30, ch. 1).

DIMANCHE 19

Estimations, résultats et débats à partir de 19 h 55.

LUNDI 20

Un spécial Actuel 2 sur l'élection présidentielle (20 h 35, ch. 2).

Enquête sur un suicide : « Cran d'arrêt », un film d'Yves Boisset (20 h 40, ch. 3).

MERCREDI 22

Au Grand Echiquier, le prince Rainier, Alain Decaux, les ballets Roland Petit, etc. (20 h 30, ch. 1).

Chasse à l'homme dans le désert : « La fureur des hommes », un western de Henry Hathaway (20 h 35, ch. 2).

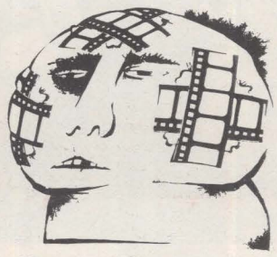
Les témoins de l'époque évoquent Stavisky, dans la série Les Dossiers noirs (20 h 40, ch. 3).

JEUDI 23

Errol Flynn dans un classique du cinéma d'aventures : « La charge de la brigade légère », de Michael Curtiz (16 h 30, ch. 1).

Pascale Audret dans une dramatique dont la 2e partie sera diffusée le samedi suivant : « Entre toutes les femmes » (20 h 30, ch. 1).

Au magazine 52 : le festival de Cannes vu par Tati (20 h 40, ch. 3).



Cinéma

*** Bernard Queysanne : Un homme qui dort.**

Un étudiant découvre le non-sens de sa vie et décide de rompre avec le monde, en se cloîtrant dans sa chambre, en errant dans les rues vides. De l'angoisse à la folie. Ce film — difficile — adapte un roman de Georges Perec et allie un texte admirable à des images très étudiées dans leur apparente simplicité.

*** Philippe Labro : Le hasard et la violence.**

L'ambitieux Labro change de style pour jouer la carte du sentimentalisme : l'homme a besoin d'être aimé dans un monde qui abrite la violence. Bravo : la France a son « Love story ». Grandiloquent et ridicule.

*** Marc Simenon : Par le sang des autres.**

Etude du comportement des défenseurs de l'ordre social à l'occasion d'une prise d'otages dans un petit village. Un mélange de clichés et de portraits très justes confectionné par un cinéaste de bonne volonté.

*** John Huston : Le piège.**

Une poursuite infernale opposant un James Bond futé (Paul Newman) à une horde de tueurs. Signé Huston : donc bien ficelé et plein d'humour.

*** Richard C. Sarafian : Le fantôme de Cat Dancing.**

Indiens, vengeance, viol, amitié et même, grands dieux, une attaque de fourgon postal et une histoire d'amour. Un western « rétro ».

*** Philip d'Antoni : Police puissance 7.**

Encore une histoire de flics aux méthodes expéditives. Encore des rapts, des poursuites de voitures. Un thriller réalisé par le producteur de « French Connection ».



Théâtre

PARIS

*** Théâtre d'Orsay : « Isabella Morra » d'André Pieyre de Mandiargues. Mise en scène de Jean-Louis Barrault.**

L'histoire vraie d'une poétesse italienne tuée par ses frères jaloux. Le style de Mandiargues rejoint celui d'Antonin Artaud.

*** Théâtre Le Palace : « Vincent et l'amie des personnalités » de Robert Musil. Mise en scène de Marie-José Weber.**

Une pièce « contre l'ordre établi ». D'un auteur qui fut, vers 1920, un précurseur de Ionesco et Boris Vian.

*** Biothéâtre (4, rue Marie Stuart) : « Moi, Pierre Rivière... » Mise en scène de Franck Oger.**

Un paysan de 20 ans, en 1835, a assassiné sa mère, sa sœur et son frère. Dans un « mémoire », il a donné les détails et l'explication de son crime. Michel Foucault avait récemment mis au jour ce document ; le voici maintenant transposé sur une scène.

*** Théâtre de la Porte Saint-Martin : « Le cochon noir » de Roger Planchon. Mise en scène de l'auteur.**

Le T.n.p. de Villeurbanne à Paris. Avec un spectacle sur la France des paysans en 1871. En filigrane, la Commune.

*** Théâtre de l'Odéon : « Grécité » de Yannis Ritsos. Par le Jeune Théâtre national. Musique de Mikis Théodorakis.**

Prison, déportation, exil. Un poète sous les feux croisés du fascisme.

BANLIEUE

*** Cartoucherie de Vincennes : « Locos », par l'Atelier de l'Epée de Bois.**

Des recherches visuelles au service d'une parabole politique qui exprime la peur, la douleur, et la violence. Un appel à la lutte contre toutes les oppressions.

Abonnés arrivés à échéance réabonnez-vous sans tarder

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE

41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1) .....

Profession .....

Demeurant .....

.....

*désire souscrire un abonnement**

normal de 6 mois à	*60 F* ☐
normal d'un an à	*100 F* ☐
de soutien à	*150 F* ☐
de soutien à	*200 F* ☐

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

par chèque bancaire	☐
par chèque postal	☐
ou virement au C.C.P. L'Unité 3034980 La Source	☐

Date et Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES

Pour les abonnements Etranger, le prix sera indiqué sur demande.

L'unité

Rédaction : 5, rue Viollet-le-Duc
(Paris-9e) Tél. : 878.44.34
Administration : 41 bd de Magenta
(Paris-10e) Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION

Guy Perrimond, Serge Richard (rédacteurs en chef), Michèle Backmann, Josette Barbieri, Nicolas Brimo, Robert Butheau, Christine Cottin, Claude Fuzier, Jean Montagnard, Gilberte Muller, Jean-Loup Revérier, Jacqueline Sorret, Maurice Séveno, Antoine Violet.

SECRETAIRE DE REDACTION-MAQUETTES

Nicole Chaillot.

AVEC LA COLLABORATION DE

François-Régis Bastide, Pierre Bérégovoy, Roger Bordier, Pierre Bourgeade, Jean-Pierre Chevènement, Georges Conchon, Henri Delisle, Roger Fajardie, Georges Fillioud, Claude Gault, Gérard Jaquet, Lionel Jospin, Pierre Joxe, Emile Loo, François Mitterrand, Didier Motchane, Henri Noguères, Bernard Pingaud, Robert Pontillon, Henri-François Rey, Georges Sarre, Dominique Taddéi.

ADMINISTRATION

Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé.
Publicité : Régie Publicitaire, 2 rue du Cygne, Paris 1er. Tél. 508.45.00 (Michèle Pancaldi).
Spectacles : France-Lafayette, 10, rue Bleue, Paris 9e. Tél. 523.10.35 (Jean-Pierre Lemaire).
Directeur de publication : Michel Lecornet.
Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité.

Imprimerie d'Hebdo-T.C. 76-Yvetôt.

changer la vie culturelle

Action culturelle

DES LYONNAIS A BOBIGNY

Pendant trois semaines, une troupe lyonnaise, le Théâtre du Tournemire, va animer une ville de la banlieue parisienne : Bobigny, en Seine-Saint-Denis. L'expérience commencera ce samedi avec la représentation de « Venez voir le sang dans les rues », création collective réalisée à partir de l'œuvre poétique de Pablo Neruda. Elle s'achèvera le 8 juin avec la « première » de « Splendeur et mort de Joaquim Murieta » de Pablo Neruda, dans une mise en scène d'Alain Bauguil. Une ville nouvelle — ancienne bourgade maraîchère transformée hâtivement en préfecture du département le plus peuplé de France — va ainsi vivre un long terme à l'heure du drame chilien.

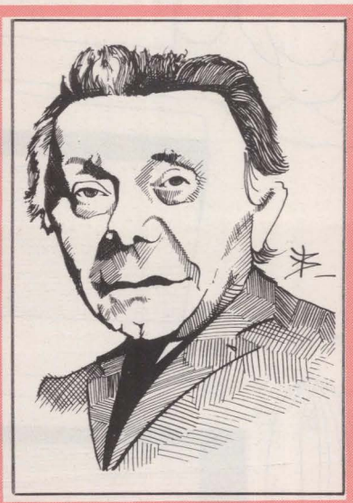
En plus des spectacles dans leur forme traditionnelle, il y aura des films, des expositions, des répétitions publiques de théâtre, des débats, du théâtre de rue inspiré du groupe chilien Aleph de Santiago, des parades, des interventions de comédiens dans les écoles et les entreprises, des animations dans les centres sociaux et centres de loisirs, etc.

Au cœur des interrogations et des manifestations : le socialisme. Ce genre d'initiative montre de manière prospective ce que pourrait être demain une véritable action culturelle. Cette initiative et le thème abordé ne sont sans doute pas étrangers à l'attitude nouvelle de Louis Pradel à l'égard du Théâtre du Tournemire et d'Alain Bauguil : le maire de Lyon, qui leur avait confié la préfiguration du Centre de Champvert, vient de leur refuser de jouer sous chapiteau « Joaquim Murieta »... à Champvert, précisément !

Chanson

UN GAVROCHE DE 57 ANS

Avec son costume de velours et son air de gavroche du faubourg Saint-Antoine, Francis



Lemarque tient la scène du Théâtre de la Ville (jusqu'au 25 mai) comme on prend la Bastille. A 57 ans, c'est la première fois qu'il affronte le public, seul à l'affiche. Rythmant « Quand un soldat » ou « Le petit cordonnier » la salle redécouvre l'auteur des meilleures chansons écrites sur Paris.

Car Francis Lemarque est certainement celui qui depuis la Libération a su le mieux chanter le vieux Paris, le Paris populaire. Aussi a-t-il profité de son passage au Théâtre de la Ville pour nous donner quelques extraits d'une grande fresque qu'il vient d'écrire avec Georges Coulonges : « Paris populi ». C'est l'histoire du peuple des faubourgs, celui de l'Est de Paris, de la Révolution de 1789 à juin 1944. En passant par 1848, la Commune, le Front populaire. Cette œuvre sera enregistrée en 1975. Avec Juliette Gréco, Serge Reggiani, Catherine Sauvage, Francesca Solleville, Mouloudji, Serge Lama et d'autres. Avec un grand orchestre dirigé par Michel Legrand. Et peut-être verra-t-on « Paris Populi » sur une scène ?

J.R.

Théâtre

LES FILS D'ARIANE

La vie future du Théâtre du Soleil est suspendue au soutien du public lui-même, qui vient d'être invité à acheter dès maintenant ses billets pour le spectacle de la rentrée prochaine **(voir « l'Unité », n° 109).** Mais ces fils ne suffiront peut-être pas à sauver Ariane et sa troupe. Aussi un grand nombre de créateurs ont-ils décidé de resserrer autour d'Ariane les liens de la solidarité. Des peintres, des sculpteurs, des graveurs, des écrivains et des photographes ont décidé d'organiser une grande exposition-vente à la Galerie Delpire — 13, rue de l'Abbaye, Paris 6e — jusqu'au 18 mai. Ont donné des œuvres : Alexandre Calder, Henri Cartier Bresson, Robert Doisneau, Léonor Fini, Jacques-Henri Lartigue, Jacques Monory, André Pieyre de Mandiargues, Jacques Prévert, Marc Riboud, Zao Wou-Ki et de nombreux autres.

PRATIQUES LECANUETTISTES

Le centre culturel de Sceaux va disparaître à cause de la municipalité lecanuettiste du lieu.

Depuis 1967, le Centre d'animation culturelle des Gémeaux de Sceaux-Bourg-la-Reine était subventionné par les municipalités des deux villes et le ministère des Affaires culturelles. A la fin de 1973, la ville de Bourg-la-Reine faisait savoir à l'association qui gère le centre culturel qu'elle lui coupait les vivres, parce que « certains types d'animation ont rencontré la désapprobation de certains usagers. » Sous ces belles paroles, il ne s'agissait en fait que d'une censure municipale à peine déguisée, d'une intervention autoritaire inadmissible sur le contenu des œuvres. Cet événement eut des conséquences : l'Etat finançant les établissements culturels au prorata des subventions municipales, les Gémeaux furent amputés d'une bonne partie de leur budget.

Le coup de grâce vient d'être porté par le conseil municipal de Sceaux, qui a dénoncé la convention qui permettait aux Gémeaux d'utiliser les locaux municipaux. Désormais privé de locaux, le Centre culturel ne bénéficiera plus de subvention de la part de la Ville de Sceaux à la rentrée prochaine. Il sera remplacé par un centre « municipalisé »... et sans subventions d'Etat.

Qu'une municipalité lecanuettiste s'adonne à ce piétinement de la liberté de création n'étonne pas, mais augure tristement de ce qui se généraliserait si Valéry Giscard d'Estaing était élu président de la République.

CREATIONS MONDIALES

Stéphane Lissner est un des deux ou trois « cinglés » qui consacrent l'énergie qu'ils ont et la fortune qu'ils n'ont pas toujours à aider le surgissement d'œuvres nouvelles. Après avoir redonné du lustre à la Salle Adyar (avenue Rapp, Paris 7e), il vient d'y adjoindre — sous l'appelation globale de « Théâtre mécanique » — le Théâtre Montparnasse. Ces deux lieux accueillent cette semaine deux créations mondiales d'auteurs français contemporains : « Qu'est-ce qui frappe ici si tôt ? » de Philippe Madral, au Théâtre Montparnasse, et « Le jour de la dominante » de René Escudié, à la salle Adyar.

En un temps où le ministère des Affaires culturelles a délibérément abandonné le soutien à la création contemporaine au profit de la seule « conservation du patrimoine », une telle initiative et de tels risques méritent d'être salués. Surtout quand cela permet en même temps à une jeune troupe de revivre : « Le jour de la dominante » est en effet un spectacle du Théâtre éclaté, groupe que la municipalité réactionnaire d'Annecy avait réduit au silence en le privant de subventions et de locaux.

Un ministère de l'Action culturelle devra prendre en compte le courageux travail de Stéphane Lissner.



© Fondation Jean-Jaurès